

BRUSSELS DONUT

CAHIER 2

LES LEÇONS
POUR LA RÉGION
BRUXELLOISE





Mai 2021

AUTEUR·RICE·S

Tristan Dissaux
Tanguy De Lestré
Laure Malchair
Dominique Nalpas
Lize Nevens
Philippe Roman
Géraldine Thiry
Luisa Fernanda Valero Infante

RÉALISATION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE

Claire Allard · studio Klär.graphics

CONTACT

Confluences
www.confluences.eu

E.R.

Laure Malchair
ASBL Confluences
14 Rue Raphaël
1070 Bruxelles

LICENCE



L'ensemble du contenu de cette publication est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

SOUTIEN

Un projet réalisé avec le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, grâce à un financement de Bruxelles Économie et Emploi.



CAHIER 2

**LES LEÇONS
POUR LA RÉGION
BRUXELLOISE**



BRUSSELDONUT

INTRODUCTION 5

RAPPEL L'ÉCONOMIE DU DONUT EN BREF 6

RAPPEL LES QUATRE NIVEAUX DE BRUSSELS DONUT 7

NIVEAU MACRO 8 QUE NOUS RÉVÈLE LE PORTRAIT DONUT DE LA RÉGION DE BRUXELLES- CAPITALE ?

Encore du chemin pour que la Région bruxelloise atteigne une prospérité équilibrée	8
Des domaines à mieux connaître, de nouveaux indicateurs à développer	14
Un portrait Donut à faire vivre et à développer	16

NIVEAU MÉSO 17 LE DONUT COMME PRISME POUR (RE)PENSER L'ACTION PUBLIQUE

Un choix politique et inclusif	17
Trois degrés d'usage du Donut par les acteur·rice·s public·que·s	18
L'exemple de BeCircular	20

NIVEAU MICRO 21 ENTRER DANS LA CHAIR DU DONUT GRÂCE À L'ACTION DES ORGANISATIONS

L'insuffisance des critères économiques seuls	21
Quelques questions politiques issues des analyses Donut	24

NIVEAU NANO 26 L'ANALYSE DONUT D'OBJETS POUR RÉVÉLER LES IMPACTS DE NOTRE CONSOMMATION

Une possible transgression du plafond écologique ?	26
Une possible transgression d u plancher social ?	27
Les impacts positifs d'un smartphone : une face à ne pas négliger	28

COMMENT ENGAGER BRUXELLES VERS LE DONUT ? 29

Le Donut comme cadre de référence global	29
Clarifier ce que l'on peut attendre du Donut	29
Faciliter une appropriation collective et pragmatique du Donut	30
Développer des réseaux actifs de mobilisation et de débat	30
Constituer une coalition Donut	31

Comment la Région de Bruxelles-Capitale se porte-t-elle ? Les gens qui y vivent mènent-ils une vie épanouie et respectueuse des écosystèmes naturels ? Comment les modes de vie des Bruxellois·e·s et leurs institutions affectent-ils le bien-être des personnes et des écosystèmes naturels au-delà des frontières de la Région ? Par la mise en œuvre de la théorie du Donut en Région de Bruxelles-Capitale, c'est à ces questions que nous avons commencé à répondre. Loin d'y offrir des réponses définitives ou exhaustives, nous avons humblement voulu ouvrir des voies et permettre aux Bruxellois·e·s de poser sur leur Région et sur leurs pratiques un regard systémique.

Concevant l'économie comme intégrée dans la société et dans la biosphère, la théorie du Donut invite à repenser fondamentalement les modes de production, les pratiques de consommation, les régimes de redistribution, et l'inscription des pratiques dans leurs écosystèmes terrestres. Cette approche se fonde sur un ensemble de principes à adopter pour cheminer vers un monde à la fois soutenable écologiquement et désirable socialement. Appliqué à différentes échelles, le Donut prend la forme de quatre lunettes : local-social, local-écologique, global-écologique et global-social (voir plus bas pour le détail des lunettes). Mais comment le Donut peut-il concrètement éclairer d'un jour nouveau la réalité d'un territoire ? Nous pensons que c'est en étant appropriée par ses acteur·rice·s que l'approche peut révéler son potentiel de transformation. Forts de cette conviction, nous avons décidé de décliner la théorie du Donut sur quatre niveaux (détaillés plus bas), pour assurer une appropriation la plus large possible (nous détaillons notre méthodologie dans le Cahier 3).

Au niveau du territoire régional (**macro**), le « portrait Donut » de la Région nous révèle que du chemin reste à parcourir pour atteindre une prospérité équilibrée. On constate, par exemple, qu'une part importante de la population est en situation de précarité, contrastant avec les chiffres du PIB tendanciellement en hausse depuis une dizaine d'années. Autre exemple, sur le plan écologique, la Région produit et exporte beaucoup de déchets, dont la majorité ne sont ni réemployés, ni recyclés. Le portrait montre également qu'une majorité de personnes est satisfaite de la qualité de vie de son quartier et se sent en sécurité. Mais ce que révèle le portrait c'est aussi un ensemble de manques en matière de données. En réponse à ces manques, sont proposés, sur la base d'un travail participatif, de nouveaux indicateurs à développer pour la Région. Il y est suggéré que le « portrait Donut », conçu comme outil évolutif, démocratique et vivant, puisse devenir un tableau de bord de la transition de la Région.

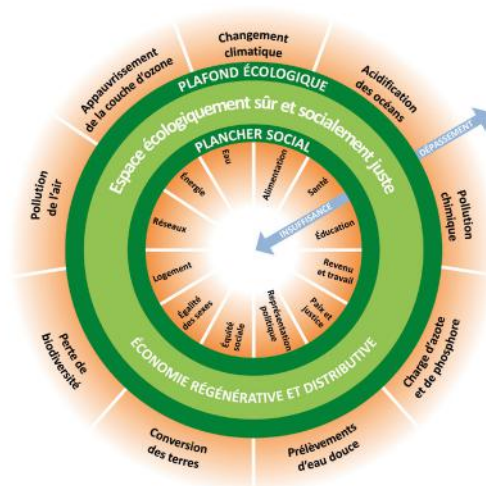
Au niveau des stratégies politiques (**méso**), le Donut s'est révélé avoir un triple potentiel pour accompagner les acteur·rice·s public·que·s. Il peut servir à évaluer les effets sociaux et écologiques d'une action, grâce à l'utilisation des quatre lunettes, et faciliter la coordination d'actions de différentes administrations. Le Donut constitue aussi un outil d'aide à l'analyse et à la décision. Concevoir les enjeux sociaux et écologiques dès la phase de diagnostic pourrait donner lieu à des décisions plus en phase avec les impératifs de la transition (par la modification, par exemple, des critères d'octroi d'aides publiques). Enfin, par sa dimension transversale, le Donut invite les décideur·euse·s à ne plus penser leurs actions en silo. En ce sens, le Donut peut catalyser la création de nouvelles connexions, de nouveaux réseaux d'acteur·rice·s.

Au niveau des organisations (**micro**), la principale vertu du Donut est de permettre à toute organisation de poser sur ses projets et actions un regard réflexif. Certes, la plupart des organisations étudiées ici n'ont pas attendu le Donut pour entamer une telle démarche réflexive. Mais en balisant la réflexion par la prise en compte systématique et concomitante des dimensions sociale et écologiques, le Donut a permis d'amplifier les réflexions en cours, et dans certains cas, de mettre au jour des tensions inhérentes à certaines actions (dont les effets sociaux locaux étaient positifs, par exemple, mais dont les impacts écologiques étaient néfastes). Parmi les leçons tirées de l'analyse se trouve l'importance de dépasser les analyses coûts-bénéfices classiques pour évaluer les projets à l'aune d'une approche à 360°.

Le niveau de l'objet (**nano**), éclairé à la lumière des quatre lunettes du Donut, a avant toute chose une vertu pédagogique. Il s'agit de placer un objet au cœur des quatre lunettes (nous y avons placé un smartphone) et de se poser la question de ses impacts sociaux et écologiques aux niveaux local et global. Par le biais de l'objet, c'est tout un rapport à la consommation qui est questionné, dont peut s'emparer chaque Bruxellois·e en analysant par ce prisme tout objet de son quotidien.

RAPPEL L'ÉCONOMIE DU DONUT EN BREF

Le Donut est cette représentation imagée de l'espace à l'intérieur duquel il nous faut réinventer nos activités et nos sociétés, entre les deux limites que nous devons aujourd'hui impérativement respecter. Les premières sont les limites écologiques : les limites planétaires identifiées par les sciences de l'environnement forment le cercle extérieur du Donut. Nous ne pouvons aller au-delà de ce **plafond écologique** sauf à compromettre les conditions d'habitabilité de notre Terre et donc nos propres conditions d'existence. Les secondes sont les limites sociales : les besoins fondamentaux à satisfaire pour tou-te-s forment le cercle intérieur du Donut. Nul-le ne devrait se trouver en-deçà de ce **plancher social** qui matérialise le minimum nécessaire à une vie digne et épanouie.



Source : Raworth, K. (2017)

Entre ces deux limites, dans la chair du Donut, se trouve notre espace de viabilité : c'est **l'espace socialement juste et écologiquement sûr**. Le Donut constitue donc une nouvelle vision du progrès, qui invite à évaluer celui-ci en termes de **prospérité équilibrée** et non plus en termes de croissance économique. En nous aidant à choisir nos décisions et nos actions pour nous amener dans l'espace écologiquement sûr et socialement juste, le Donut est la boussole idéale pour avancer collectivement face aux défis du 21^e siècle.

1 Voir notamment son ouvrage *La Théorie du Donut : l'économie de demain en 7 principes* (Plon, 2018)
2 Ces sept principes sont : « Changer le but : du PIB au Donut », « Voir l'ensemble du tableau : de l'économie autonome à l'économie intégrée », « Cultiver la nature humaine », « Mieux connaître les systèmes », « Redessiner pour redistribuer », « Créer pour régénérer », et « Être agnostique en matière de croissance ».

La prospérité équilibrée comme alternative à l'objectif de croissance n'est que le premier des sept principes de l'économie du Donut, telle que théorisée par Kate Raworth¹. Ces sept principes sont des vertus dont il faut se doter pour cheminer vers une société juste et soutenable². Parmi ces principes, trois nous paraissent particulièrement importants :

- Reconnaître et comprendre que **l'économie est intégrée** au sein de nos sociétés, elles-mêmes inscrites au sein du système Terre. L'économie dépend donc fortement de ces deux autres sphères pour son propre fonctionnement. Et au sein de sa propre sphère, l'économie est diverse : à côté de l'économie marchande se déploie l'économie publique, l'économie domestique et l'économie des communs, auxquelles il s'agit aussi de donner une place.
- Construire une économie **régénérative** à dessein, c'est-à-dire une économie dans laquelle les ressources ne sont plus utilisées dans une logique linéaire mais circulaire.
- Construire une économie **distributive** à dessein, c'est-à-dire une économie dans laquelle les revenus, mais aussi la richesse, le pouvoir et le temps sont distribués à la source entre les acteur-ric-e-s.

Appliqué à une échelle qui n'est plus celle de la Terre prise dans sa globalité, mais à celle d'une région par exemple (comme ce sera le cas ici), la représentation en 2 dimensions du Donut doit être « dépliée » de sorte à pouvoir prendre en compte les enjeux sociaux et écologiques, mais aussi à pouvoir considérer les dimensions locales et globales de ces enjeux. Nous ferons donc appel, tout au long des diverses applications du Donut que nous ferons par la suite, aux **quatre lunettes**. Ensemble, elles offrent un cadre d'analyse global permettant de mettre concrètement le Donut en action.

LUNETTE 1

« LOCAL-SOCIAL »

Qu'est-ce que cela signifierait pour les habitant-e-s du territoire de vivre une vie épanouie ?

LUNETTE 2

« LOCAL-ÉCOLOGIQUE »

Qu'est-ce que cela signifierait pour le territoire de prospérer dans son habitat naturel ?

LUNETTE 4

« GLOBAL-SOCIAL »

Qu'est-ce que cela signifierait pour le territoire de respecter le bien-être de toutes les personnes à travers le monde ?

LUNETTE 3

« GLOBAL-ÉCOLOGIQUE »

Qu'est-ce que cela signifierait pour le territoire de respecter la santé de la planète ?



Retrouvez dans notre Cahier 1 une présentation plus développée de la théorie du Donut.

Le projet Brussels Donut décline les quatre lunettes du Donut sur quatre niveaux.

NIVEAU MACRO

LE PORTRAIT DONUT RÉGIONAL

Le premier niveau est le portrait Donut de la **Région de Bruxelles-Capitale**. Comme tout portrait, celui-ci entend refléter une certaine réalité. Pour ce faire, il présente divers indicateurs sur les quatre lunettes, issus d'un travail de **co-construction** qui a impliqué des citoyen-ne-s, des organisations non gouvernementales, des scientifiques ou des administrations. La co-construction est ici d'autant plus nécessaire que tout choix d'indicateur revêt une dimension politique. Mais plus qu'un simple reflet de la réalité, le portrait régional entend aussi montrer les **chemins** susceptibles de mettre la Région de Bruxelles-Capitale sur la voie d'une transition juste et soutenable : le portrait suggère un **horizon à atteindre**. L'établissement de ces limites et de cet horizon doit être vu comme un processus, jamais vraiment terminé et toujours à faire évoluer.

NIVEAU MÉSO

L'ANALYSE DES STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION

Le second niveau est celui des **stratégies** et **plans d'action** : si une **administration** doit mettre en œuvre une politique particulière, les quatre lunettes du Donut l'invitent à s'interroger à 360° sur les impacts de cette politique. Ce faisant, les critères d'appréciation ou de décision politique peuvent ne pas se cantonner à une analyse coûts-bénéfices traditionnelle, mais intégrer des **critères plus systémiques**. Avec plusieurs administrations bruxelloises, nous avons exploré certains usages possibles du modèle du Donut afin de clarifier à quelles conditions et de quelles façons il pourrait contribuer à la mise en œuvre de la transition économique, écologique et sociale au sein de la Région, à partir de la réalité de ses acteur-ric-e-s publics. Les pistes méthodologiques suggérées pour ce niveau peuvent également **inspirer d'autres types d'organisations** (issues de la société civile, par exemple) pour leur planification stratégique.

NIVEAU MICRO

L'ANALYSE DE PROJETS ET ACTIVITÉS

Le troisième niveau du projet Brussels Donut est celui de **situations concrètes** dans lesquelles des acteur-ric-e-s bruxellois-e-s (associations ou entreprises privées) entreprennent une **démarche de transition** et mettent en œuvre des **actions** dans ce sens. Nous partons donc de leur réalité de terrain pour explorer avec eux ce que cela signifie de **mettre en œuvre de**

manière concrète une économie « dans la chair » du Donut, quels sont les freins rencontrés ou les leviers mobilisés. Cette approche peut s'appliquer à tout type d'organisation (associations, coopératives, entreprises à but lucratif, etc.). À ces acteur-ric-e-s, nous proposons de faire l'analyse de leurs projets et actions, qu'ils soient déjà engagés dans la transition ou pas encore. À partir de trois cas concrets et avec les personnes impliquées, nous avons développé une méthodologie de « co-enquête Donut », dont les résultats et les outils seront décrits plus loin. Plus largement, nous percevons au travers de ces trois cas un potentiel d'apprentissage sur notre économie bruxelloise et ses possibilités transformatrices.

NIVEAU NANO

L'ANALYSE D'OBJETS DU QUOTIDIEN

Le dernier niveau est celui de **l'objet** du quotidien que de nombreuses personnes utilisent aujourd'hui. Les innombrables objets qui nous entourent emportent avec eux toute l'histoire de leur cycle de vie... Les analyser au filtre du Donut, c'est se donner l'occasion à la fois de comprendre certains aspects parfois bien cachés de ces objets et de saisir à quel point le Donut est un outil simple et puissant de **sensibilisation aux interactions entre les enjeux sociaux et écologiques, locaux et globaux de nos sociétés**. Les choix de consommation que nous posons au quotidien ont des impacts qu'il est ainsi possible d'analyser largement et en finesse. Ici, c'est le **smartphone** qui passera sous la loupe du Donut. Cet objet, qui est entré dans la vie d'un très grand nombre de citoyen-ne-s, remplit de multiples fonctions dont certaines fort utiles, mais il génère aussi une myriade d'impacts aux quatre coins du monde dont nous ne sommes pas toujours conscient-e-s. De cette analyse a aussi été tirée une **fiche pédagogique** visant à permettre à de nombreux publics de s'initier à l'approche du Donut.

Les changements requis pour faire face aux crises multiples que nous traversons doivent être réalisés à tous les niveaux, individuel et collectif, citoyen et politique, ainsi que dans les organisations productives. Conscient de cette dimension systémique, nous avons voulu offrir des leviers du changement à chacun de ces niveaux, en leur permettant de se connecter les uns aux autres pour accélérer la transition.

NIVEAU MACRO QUE NOUS RÉVÈLE LE PORTRAIT DONUT DE LA RÉGION DE BRUXELLES- CAPITALE ?



Retrouvez dans notre Cahier 1 les synthèses graphiques du portrait Donut de la Région de Bruxelles-Capitale.

Vous pouvez aussi en explorer la version détaillée et décrite ici sur <https://donut.brussels/>

Sur la base d'un travail de recherche et d'un processus participatif (voir le Cahier 1 pour plus de détails sur la démarche), nous avons produit un **premier portrait Donut de la Région de Bruxelles-Capitale**, qui – précisons-le d'emblée – ne se veut ni exhaustif ni définitif. Il devra en effet être régulièrement complété par de nouveaux indicateurs et faire l'objet d'une appropriation plus large que celle que nous avons pu initier. Des mises à jour régulières du portrait permettraient une telle appropriation, en invitant à approfondir collectivement la réflexion sur les modalités d'une transition bruxelloise.

Ce premier portrait permet néanmoins de poser un ensemble de constats importants pour la Région. Il **montre** en effet **qu'elle a encore du chemin à parcourir pour atteindre une situation de prospérité équilibrée telle que définie par le Donut**. Une part significative de la population de la Région se trouve en-deçà du plancher social, pendant que la Région participe aussi à la détérioration des conditions de vie de personnes ailleurs dans le monde. La Région contribue également au dépassement du plafond écologique via ses impacts globaux, et aurait encore des progrès à réaliser pour respecter les écosystèmes locaux et intégrer les cycles naturels. Plusieurs domaines du Donut restent néanmoins à mieux connaître et nécessiteraient le développement de nouveaux indicateurs.

ENCORE DU CHEMIN POUR QUE LA RÉGION BRUXELLOISE ATTEIGNE UNE PROSPÉRITÉ ÉQUILIBRÉE

Les indicateurs économiques les plus récents³ nous apprennent que la Région de Bruxelles-Capitale a généré plus de 86 milliards d'euros de Produit Intérieur Brut (PIB) en 2019, soit un peu plus de 71 000 € par habitant·e. Le taux de croissance du PIB est quant à lui resté positif au cours des 10 dernières années, autour de 3% par an. Investissements et exportations affichent également des performances honorables. Voilà qui devrait nous réjouir et nous rassurer sur la situation de notre Région. Mais le portrait Donut de la Région de Bruxelles-Capitale nous invite à relativiser ces chiffres. Il montre que Bruxelles a encore du chemin à faire pour atteindre une prospérité équilibrée, c'est-à-dire une situation dans laquelle les besoins sociaux de tou·te·s sont satisfaits dans le respect des limites écologiques.

³ Voir <https://ibsa.brussels/themes/economie/activite-economique>

LUNETTE 1 LOCAL SOCIAL

UNE PART IMPORTANTE DE LA POPULATION EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

Si nous ne nous en tenons d'abord qu'à la dimension revenu, nous ne pouvons que constater que la croissance économique et les milliards d'euros de PIB sont loin de bénéficier à tou·te·s : **un tiers de la population est à risque de pauvreté monétaire, pendant que 10 % des habitant·e·s sont dans une situation de privation matérielle sévère**. C'est là le signe d'inégalités fortes au sein de la Région, qui peuvent se manifester entre catégories sociales comme entre hommes et femmes. Sans détailler ici chaque domaine du portrait, les indicateurs retenus pour le reste de la lunette 1 montrent qu'une part significative de la population voit ses besoins de base non satisfaits : en termes de santé, d'alimentation, d'accès au logement, à l'eau ou à l'énergie (**28 % des ménages sont par exemple en situation de précarité énergétique**). Nombre de Bruxellois·e·s ont un faible niveau de diplôme ou n'ont pas d'emploi (**seules 54 % des personnes en âge de travailler disposent d'un emploi**). L'accès à internet ou les compétences numériques, pourtant si importantes aujourd'hui, peuvent aussi faire défaut. Mesurée à travers le taux de vote aux élections ou par le taux d'engagement bénévole, la **participation à la vie de la cité est elle-même relativement faible**. Notons quand même que **la majorité des personnes est satisfaite de la qualité de vie de son quartier et se sent globalement en sécurité** à Bruxelles.

Voir page 10

**DES PROGRÈS À FAIRE POUR RESPECTER
 LES ÉCOSYSTÈMES LOCAUX ET
 INTÉGRER LES CYCLES NATURELS**

Le portrait Donut a l'avantage de souligner les connexions entre enjeux sociaux et enjeux écologiques. La mobilité par exemple peut tout autant être abordée par le prisme de l'accès à des services de transport que par celui de la réduction de nos pollutions. En matière écologique, la lunette 2 du portrait montre que **la Région a aussi des progrès à faire pour devenir une économie qui soit régénérative**, ce que révèle l'étude des flux de matière, d'énergie ou d'eau. **Bruxelles produit et exporte d'importantes quantités de déchets chaque année, qui ne sont pour leur majorité ni réemployés ni recyclés.** Notre Région, bien qu'elle fasse des efforts réels en ce domaine, pourrait beaucoup plus largement intégrer dans ses plans d'aménagement des solutions basées sur la nature et les cycles du vivant, afin de restaurer les écosystèmes tout en profitant des services que procurent ces derniers. Rendre la ville plus accueillante pour la biodiversité serait bénéfique autant pour les espèces animales et végétales que pour nous, qui bénéficierions d'un cadre de vie plus agréable, plus sain ou moins sujet, par exemple, aux vagues de chaleur.

Voir page 11

**IMPACTS ÉCOLOGIQUES GLOBAUX :
 PEUT MIEUX FAIRE**

Au niveau écologique global, la lunette 3 du portrait montre que Bruxelles ne fait pas exception aux niveaux d'impacts de nos modes de vie occidentaux. Globalement, **la Région utilise bien plus que ce qui serait sa part juste des ressources mondiales.** Bruxelles doit, pour cesser de contribuer à accélérer les dégradations environnementales mondiales, réduire ses émissions de gaz à effet de serre : non pas seulement ses émissions directes, mais aussi ses émissions indirectes, c'est-à-dire toutes celles qui sont générées ailleurs dans le monde mais pour notre propre compte puisque liées à la fabrication de ce que nous importons pour notre consommation. Il faut dès maintenant agir sur ce front pour atteindre la neutralité carbone nécessaire d'ici 2050. Au-delà de l'enjeu du dérèglement climatique, **c'est à l'ensemble de l'empreinte écologique de la Région qu'il faut prêter attention.** En effet, Bruxelles peut tout autant être à l'origine de déforestation, d'utilisation excessive de fertilisants ou d'extraction de ressources non renouvelables en différents points du globe, via les produits qui y sont importés.

Voir page 13

**UNE ATTENTION À PORTER AUSSI AUX
 POPULATIONS AILLEURS DANS LE MONDE**

Enfin, **la Région bruxelloise**, au même titre que les autres régions « du Nord », **participe à la dégradation des conditions de vie d'autres populations, ailleurs dans le monde**, via son insertion dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Beaucoup de produits importés et consommés à Bruxelles sont fabriqués ou incorporent des ressources extraites par des personnes dont les conditions de travail et de vie bafouent leurs droits humains fondamentaux. Il est évidemment compliqué de quantifier la responsabilité de la Région dans ces processus : via la lunette 4 du portrait, nous l'avons illustré à travers deux exemples. Celui du chocolat, produit phare de la Région – alors même qu'on y voit pousser peu de fèves de cacao –, et celui des produits électroniques auxquels nous avons aujourd'hui tou-te-s recours. Chacune de ces filières sont associées à des conditions de travail indignes et très faiblement rémunératrices.

Voir page 12

LÉGENDE



Indicateur permettant de rendre compte de l'état de la Région vis-à-vis de la dimension considérée



Indicateur à développer



Exemples d'impacts



Objectif qu'il serait souhaitable de réaliser (cible à atteindre pour l'indicateur)



Indicateur s'éloignant de la cible



Indicateur stable



Indicateur se rapprochant de la cible

QU'EST CE QUE CELA SIGNIFIERAIT POUR LES HABITANT·E·S DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE DE VIVRE UNE VIE ÉPANOUIE ?



SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

RÉGULATION DE LA TEMPÉRATURE

Les températures de l'air sont plus élevées de 3°C en moyenne au centre de la RBC qu'à ses alentours ruraux en été

Il y a en moyenne 3 fois plus de périodes de fortes chaleurs dans le centre de Bruxelles qu'en zone rurale

↘ On compte en RBC 78,9 ha de potagers collectifs et familiaux

Les espaces verts accessibles au public représentent 19% de la surface de la Région

FOURNITURE D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

✓ La production locale d'énergie renouvelable représente 1,4% de l'énergie consommée

SÉQUESTRATION DU CARBONE

Indicateurs à développer

HÉBERGEMENT DE LA BIODIVERSITÉ

→ 29% des espèces indigènes bruxelloises d'amphibiens sont sur liste rouge

↘ La population de moineau domestique a été réduite de 95% depuis 1992

↗ Sur 40 espèces d'oiseaux faisant l'objet d'un monitoring, 16 sont en déclin

GESTION DE L'EAU

→ La qualité écologique des cours d'eau et étangs est de 1,2 sur 3

Des eaux usées non traitées sont rejetées dans les cours d'eau 100 jours par an

L'eau de pluie est considérée comme jetable et est renvoyée vers les égouts et épurée

PROTECTION DES SOLS

↘ 30% de la surface de la RBC demeurent non bâtis

PURIFICATION DE L'AIR

→ L'air de la RBC est de qualité « saine » 7 jours sur 10

MÉTABOLISME URBAIN

FLUX DES MATIÈRES

La RBC produit de 1,5 à 2 millions de tonnes de déchets par an

1 300 kt de déchets sont exportés chaque année hors de la RBC

→ 40% des déchets ménagers sont préparés en vue du réemploi ou du recyclage

→ 35% des déchets collectés sont destinés aux filières de recyclage/réemploi

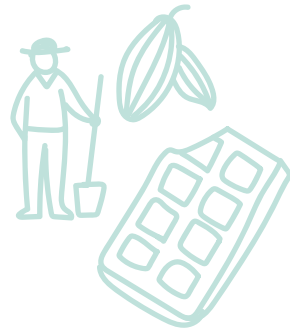
FLUX D'ÉNERGIE

Près de 90% des ressources énergétiques de la Région sont importées

FLUX D'EAU

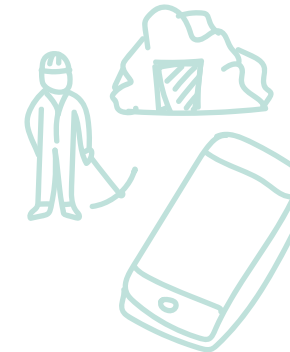
→ 3% de l'eau consommée en RBC est captée en RBC

QU'EST CE QUE CELA SIGNIFIERAIT POUR LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE DE RESPECTER LE BIEN-ÊTRE DE TOUTES LES PERSONNES À TRAVERS LA TERRE ?



LE CAS DU CHOCOLAT

La marge qui reste aux producteurs de cacao représente 0,06% de la valeur totale générée par la filière chocolat	Les 5 millions de petits producteurs de cacao vivent pour la plupart sous le seuil de pauvreté
Au Ghana, plus de 3 500 personnes sont victimes de travail forcé dans les plantations de cacao	Plus de 2 millions d'enfants travaillent dans la filière cacao
Les travailleurs des plantations de cacao sont exposés à des pesticides qui compromettent leur santé	La majorité des producteurs de cacao ne peut satisfaire ses besoins d'alimentation, de logement, d'éducation...



LE CAS DE L'ÉLECTRONIQUE

En 2016, 12 des 13 principales mines de l'est de la République Démocratique du Congo étaient contrôlées par des groupes armés	Au Vietnam, des travailleuses des usines Samsung ont témoigné de divers problèmes de santé, dont une incidence accrue de fausses couches, des évanouissements au travail ou des problèmes de vue
En RDC, les enfants travaillent 12 heures par jour pour 1 ou 2 \$ à extraire le cobalt nécessaire aux batteries de téléphones	Un quart des déchets électroniques produits par les pays industrialisés finissent leur vie en Afrique (Ghana) et en Asie (Chine et Inde) dans des centres de recyclage informels
En Mongolie-Intérieure, les activités minières industrielles ont mené à la formation du « lac des terres rares », rempli de résidus toxiques affectant la santé des populations locales	Le Pérou est le pays le plus touché par l'accaparement des terres, notamment pour la production de l'or et de l'argent nécessaires aux appareils électroniques

CHANGEMENT CLIMATIQUE



La consommation en RBC (en termes d'empreinte totale) émet 7 fois son budget carbone

CONVERSION DES TERRES

Les produits consommés en RBC entraînent une consommation 4 fois trop importante de surfaces de terres

ACIDIFICATION DES OCÉANS



La RBC participe à l'acidification des océans via ses émissions de carbone (aussi 7 fois trop par rapport à ce qu'elle devrait)

PERTE DE BIODIVERSITÉ

Indicateurs à développer

POLLUTION CHIMIQUE

Indicateurs à développer

POLLUTION DE L'AIR

Indicateurs à développer

UTILISATION DE FERTILISANTS (charge d'azote et de phosphore)

Les denrées consommées en RBC entraînent une consommation 5 fois trop importante d'azote

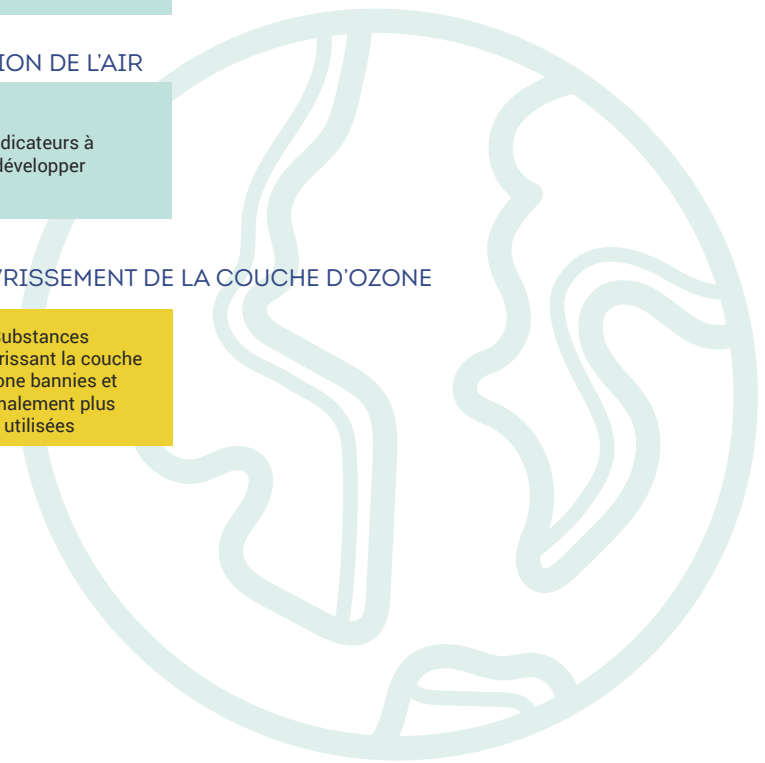
Les denrées consommées en RBC entraînent une consommation 8 fois trop importante de phosphore

APPAUVRISSMENT DE LA COUCHE D'OZONE

Substances appauvrissant la couche d'ozone bannies et normalement plus utilisées

PRÉLÈVEMENTS D'EAU DOUCE

La RBC consomme 30% de sa part de l'eau mondiale



DES DOMAINES À MIEUX CONNAÎTRE, DE NOUVEAUX INDICATEURS À DÉVELOPPER

La construction de ce premier portrait Donut de la Région de Bruxelles-Capitale a révélé les **lacunes existantes dans notre capacité à évaluer la situation précise de la Région et de ses habitant-e-s vis-à-vis des divers domaines que le Donut nous invite à prendre en compte**. Le travail participatif a révélé un certain nombre d'insatisfactions par rapport aux chiffres dont nous disposons aujourd'hui, et a mené à l'émergence de nombreuses propositions pour compléter l'appareil statistique existant. **Pour les 16 domaines de la lunette « local-social », 84 propositions d'indicateurs à construire ont été identifiées**. L'ensemble des propositions, par domaine, est consultable dans l'annexe méthodologique du portrait et dans sa base de données. Sans en détailler l'ensemble, nous pouvons ici identifier plusieurs pistes d'action au niveau régional.



Retrouvez sur
<https://donut.brussels/>
l'annexe méthodologique
du portrait et sa base
de données complète.

LUNETTE 1 LOCAL SOCIAL

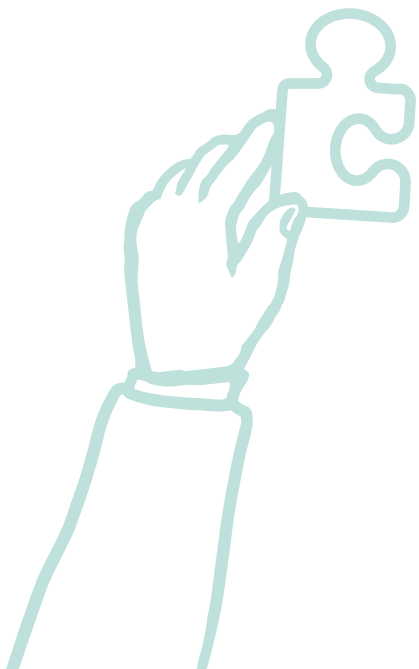
Pour la lunette « local-social », il existe des statistiques pour la plupart de ses différents domaines. Cependant, pour un certain nombre d'entre eux, **les statistiques publiques ne nous permettent pas de rendre pleinement compte des enjeux sociaux** qui leur sont liés : c'est-à-dire les enjeux d'accessibilité, de répartition, d'inégalités ou de discrimination. Le domaine de l'eau en est un exemple intéressant. Les volumes d'eau consommés chaque année au sein de la Région, seule donnée fournie par la statistique publique, ne nous disent rien de la répartition de cette ressource : quelles sont les catégories sociales qui en consomment la majorité, et quelles sont celles qui souffrent d'un déficit d'accès ? Pour connaître la part des Bruxellois-e-s en situation de précarité hydrique, en difficulté de paiement pour leurs factures ou qui ont vu leur accès à l'eau coupé, il est nécessaire de se tourner vers des sources académiques et de la société civile. Si ce type de sources a toute sa place dans le débat public, il serait préférable que les institutions régionales soient elles-mêmes en charge de quantifier ces enjeux ou mettent en place un système de centralisation et de reconnaissance de sources variées des données, sur une base régulière et harmonisée. Pour les différents domaines sociaux, pouvoir ventiler les données régionales selon une variable de niveau de vie (par exemple les déciles⁴ de revenu disponible) serait l'idéal. De plus, pour une grande part des indicateurs du portrait, il n'est pas possible de savoir s'ils sont en cours d'amélioration ou de détérioration, car nous ne disposons pas de **données historiques suffisamment complètes et fiables pour juger de leur évolution**. C'est le cas des inégalités de revenu, qui constituent pourtant un enjeu social majeur.

De nombreuses autres variables peuvent également influencer la situation des personnes. **Si les statistiques publiques incluent souvent le genre, les situations de nombreuses autres minorités ne sont pas suffisamment rendues visibles**. Outre le sexe, l'UNIA identifie l'origine, la nationalité, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, et les convictions philosophiques et religieuses comme critères de diversité – et donc de discrimination potentielle. Intégrer autant que possible ces variables dans la statistique publique serait un progrès significatif. En effet, la valeur moyenne d'indicateurs calculés pour l'ensemble de la population ne peut rendre compte de la situation des plus vulnérables. Que la Région de Bruxelles-Capitale soit ou non compétente dans ces domaines, il importe de pouvoir au moins disposer d'une image complète et inclusive de la situation. C'est en partie en raison des découpages institutionnels qu'un domaine comme celui de la culture se retrouve non-documenté dans le portrait.

⁴ Les déciles répartissent la population en 10 groupes de taille identique classés par ordre croissant de revenu. Le premier décile de revenu représente ainsi les 10% les plus pauvres et le dernier décile les 10% les plus riches.

LUNETTE 2 LOCAL ÉCOLOGIQUE

Pour les deux lunettes écologiques, les indicateurs revêtent une complexité supplémentaire du fait de leur inscription dans le champ des sciences de la Terre et du vivant. Nous nous garderons donc de formuler des recommandations qui pourraient être trop hasardeuses. Contentons-nous ici de deux remarques générales. La lunette « local-écologique » du portrait invite à s'interroger sur la façon dont la Région s'inscrit dans son environnement naturel, avec l'idée qu'elle pourrait se rapprocher des qualités que cet environnement procure. Si ce dernier génère tant d'énergie, épure tant d'eau, séquestre tant de carbone, l'environnement urbain de la Région peut-il lui aussi participer à assurer ces fonctions vitales ? Un élément intéressant serait alors de **développer des indicateurs permettant de rendre compte de la manière dont la Région contribue positivement aux cycles naturels**, plutôt que de ne s'intéresser qu'aux impacts négatifs qu'elle peut générer pour ceux-ci.



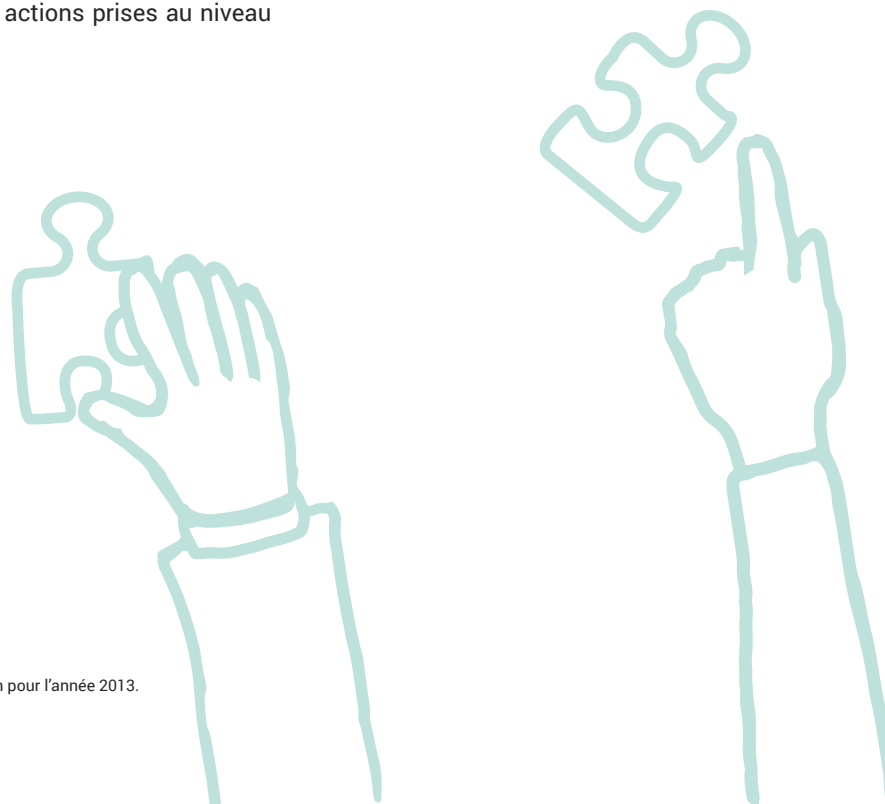
LUNETTE 3 GLOBAL ÉCOLOGIQUE

Pour ce qui est de la lunette « global-écologique », il nous a été nécessaire de nous appuyer sur des données nationales mises à l'échelle de la Région (en les ramenant à la part de la population régionale dans la population nationale). Ici, il serait souhaitable d'avoir plus de données qui concernent directement la Région. Par exemple, pour un enjeu aussi pressant que le changement climatique, on connaît les émissions directes de la Région, mais pas ses émissions indirectes⁵. Ce sont pourtant celles-ci qui comptent vraiment : ne considérer que les émissions directes reviendrait à sous-estimer les émissions totales d'un facteur 5. **Pour les différentes limites planétaires, il faudrait donc mieux comprendre et quantifier l'impact total que génère la Région spécifiquement.** Cela permettrait aussi de mesurer les progrès qui pourront être réalisés dans ces domaines grâce à des actions prises au niveau régional.

⁵ Nous disposons uniquement d'une évaluation pour l'année 2013.

LUNETTE 4 GLOBAL SOCIAL

Enfin, la lunette « global-social » nous invite à encourager la production de connaissances sur les impacts de nos modes de consommation au-delà de notre territoire. Mais surtout, il importe de **développer des indicateurs propres à la Région pour actionner ici des leviers permettant de réduire ces impacts ailleurs dans le monde.** Ces indicateurs pourraient par exemple concerner la part des produits issus du commerce équitable ou faisant l'objet d'une autre labélisation, l'intégration aux marchés publics de clauses sociales couvrant l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, la place de l'entrepreneuriat équitable en Région de Bruxelles-Capitale, la part de la population sensibilisée aux enjeux du commerce équitable, etc.



UN PORTRAIT DONUT À FAIRE VIVRE ET À DÉVELOPPER

Le portrait Donut de la Région de Bruxelles-Capitale est un instantané de l'état de la Région, en même temps qu'un condensé de la vision et des préoccupations de celles et ceux ayant participé à le construire. Il est donc à souhaiter que l'action autour de ce portrait soit élargie et prolongée.

FAIRE DU PORTRAIT DONUT UN VÉRITABLE OBJET DÉMOCRATIQUE

Nous l'avons souligné, choisir des indicateurs revêt un caractère fondamentalement politique – au sens premier du terme – puisque cela implique l'ensemble de la société et la façon dont « ce qui compte » y est mesuré. Le travail de co-création mené autour du portrait Donut de la Région a montré à quel point les discussions sur les choix d'indicateurs, loin d'être vues comme austères ou purement techniques, étaient au contraire tout à fait stimulantes pour tou-te-s les acteur-ric-e-s en présence. **Multiplier les points de vue et croiser les regards sur un enjeu amène à pouvoir identifier des priorités au sein de celui-ci et faire émerger des indicateurs partagés, sur lesquels il y a accord commun.**

Partager un tel cadre commun, qui porte donc ici sur les limites du Donut, est à la fois peu et beaucoup. Peu car il ne fait « que » poser les limites, sans nécessairement dire de quelles façons elles devraient être atteintes. Mais beaucoup car **si ces limites sont acceptées du plus grand nombre, alors l'action des acteur-ric-e-s peut se reconfigurer à l'intérieur de ce cadre et la transition prendre de l'ampleur.** Un tel cadre, pour être partagé, devrait faire l'objet d'une participation la plus large possible pour sa définition. Le portrait Donut pourrait pour cela être intégré à un processus de démocratie participative à l'échelle de la Région.

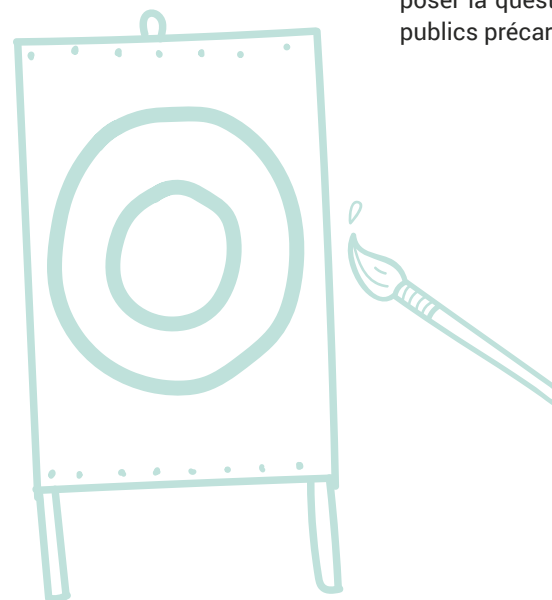
Cette participation pourrait passer par l'élaboration de portraits Donut locaux, au sein de chaque commune ou de chaque quartier. Les différentes échelles seraient complémentaires entre chaque portrait qui contiendrait

des éléments de l'échelle inférieure et de l'échelle supérieure. Au niveau le plus fin, celui des quartiers, le portrait Donut pourrait être construit suivant une démarche de science citoyenne/participative, dans laquelle la donnée est directement générée à partir de la réalité du terrain et par ses acteur-ric-e-s mêmes. Remontant vers le portrait régional, ces informations seraient d'une richesse significative. Aux différentes échelles, des organisations, des institutions ou des groupes de personnes pourraient se déclarer dépositaires d'un domaine particulier du portrait, et en animer l'instruction.

FAIRE DU PORTRAIT DONUT UN TABLEAU DE BORD DE LA TRANSITION DE LA RÉGION

Le portrait Donut étant un instantané d'une situation à un moment particulier, celui-ci devrait être régulièrement mis à jour, de façon à mesurer l'évolution de la Région dans l'atteinte des objectifs que le portrait définit. Une institution régionale pourrait ainsi être en charge de l'organisation de ce **travail de mise à jour, qui pourrait mobiliser une diversité d'autres acteur-ric-e-s pour son alimentation en termes de données.**

Dans le sillage des nombreux efforts qui visent à institutionnaliser de nouveaux indicateurs de prospérité, le portrait Donut pourrait jouer un rôle très important. En effet, la littérature sur les nouveaux indicateurs de richesse (complémentaires ou alternatifs aux indicateurs économiques phares tels que le PIB) est foisonnante et les initiatives nationales, régionales et locales sont très nombreuses. Il ressort toutefois de ces riches expériences que la simple juxtaposition de différents indicateurs laisse à chacun-e la possibilité de regarder telle ou telle dimension sans nécessairement devoir se préoccuper des autres et choisir, au gré de leurs besoins, les indicateurs sur lesquels communiquer. Ce phénomène de mobilisation trop sélective (que les anglais appellent le « *cherry picking* ») n'est pas possible avec le portrait Donut. C'est en ce sens que cet outil nous semble extrêmement prometteur : en invitant à une lecture globale des enjeux, et en insistant visuellement et conceptuellement sur leurs interrelations, le portrait Donut organise les différents indicateurs de manière systémique. Impossible par exemple de se réjouir de l'accroissement de la production d'énergies renouvelables (dimension écologique) sans se poser la question de l'accessibilité de ces énergies à des publics précarisés (dimension sociale).



Nous avons rapidement été convaincus que l'outil Donut avait le pouvoir de guider l'action politique d'une autre façon encore qu'au travers du portrait régional. Les stratégies, décisions et plans d'action définis au quotidien par les administrations publiques s'ancrent en effet dans la réalité du terrain tout en répondant à des impulsions politiques. Comment le Donut peut-il aider ces acteur·rice·s ?

D'emblée, une avalanche de questions : le Donut offre-t-il une méthode de travail ? S'agit-il d'un outil d'aide à la décision ? Est-ce « juste » un nouveau cadre de référence pour créer un diagnostic ? Ou une méthode pour opérationnaliser une stratégie ? L'horizon ouvert par les quatre lunettes n'est-il pas trop complexe à traiter dans le champ d'action d'une administration ? Qui doit être autour de la table ?

Pour poser les premiers jalons de réponses, des ateliers ont été organisés avec quelques-un·e·s des concerné·e·s. Un premier atelier⁶ a rassemblé une trentaine de participants et participantes issus de diverses administrations régionales et communales, ainsi que de cabinets autour de stratégies aussi variées que « la rénovation énergétique du bâti », « les productions urbaines de transition : de l'artisanat à l'industrie », « l'agriculture urbaine et la production alimentaire locale », « les investissements dans la mobilité et la logistique urbaine » et « l'urbanisme pour rendre l'espace public aux bruxellois·e·s ». Deux autres ateliers ont concerné une administration en particulier, perspective.brussels, dont les missions consistent à brasser l'analyse statistique et territoriale dans le but de planifier/programmer le(s) territoire(s), et de ce fait la situent déjà au croisement d'enjeux cruciaux de notre région. À titre d'exemple, il s'agissait d'analyser le Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) du quartier du Midi et deux notes liées à la politique du logement dans le cadre de la programmation/planification urbaine.

Les réalités de travail au sein des administrations bruxelloises sont aussi variées que leurs champs de compétences. Nous n'avons donc, comme pour les autres niveaux d'application du Donut, qu'ébauché la réflexion. Mais les pistes évoquées dessinent des orientations importantes, et soulignent combien **le Donut pourrait prendre sa place de cadre de référence tout comme d'outil opérationnel**.

⁶ Co-organisé avec *Thriving Cities Initiative*, février 2021.

UN CHOIX POLITIQUE ET INCLUSIF

LES LUNETTES DU DONUT, UN ENGAGEMENT AVANT TOUT POLITIQUE

Quand on travaille dans une administration publique, devoir observer l'un de ses axes de travail sous l'angle des quatre lunettes est loin d'être confortable. Ainsi, les deux lunettes globales (sociale et environnementale) peuvent mettre mal à l'aise des acteur·rice·s qui, s'ils en cernent bien la logique générale, peuvent faire valoir des arguments pragmatiques liés à leur fonctionnement interne. En quoi la réflexion autour de la mobilité à Bruxelles devrait-elle prendre en compte l'impact sur les habitant·e·s ailleurs dans le monde ? Ou celle sur le logement les questions écologiques globales ? Les interconnexions entre dimensions sont tout aussi critiques.

L'approche holistique du Donut dépasse naturellement le strict champ d'action d'une administration. Face à cette analyse à 360°, les réactions peuvent aller du repli sur sa propre mission (« ce n'est pas notre objectif ») à l'ouverture à des interrogations profondes quant aux nécessaires (mais pas toujours possibles) collaborations avec d'autres acteur·rice·s. Introduire les lunettes du Donut dans des administrations pose un défi, car elles ne font pas partie des outils classiques de gestion.

Nos travaux ont relevé le fait que, si les analyses théoriques à large spectre étaient envisageables (par exemple : d'où viennent les matériaux utilisés dans les chantiers publics ?), les changements concrets l'étaient sans doute beaucoup moins, les lignes budgétaires des projets ne permettant pas toujours l'inclusion de certaines dimensions plus qualitatives. Ainsi, si la commande politique concerne la création rapide d'un nombre important de logements sociaux pour faire face à une crise aiguë, les impératifs écologiques ne font pas nécessairement partie de l'objectif social, en tout cas dans un premier temps. Il est donc **essentiel d'avoir un engagement politique clair quant à l'utilisation du modèle et son champ d'application**.

Il est intéressant de constater que si le Donut peut être appliqué à tous types d'objets, de programmes, de plans ou de stratégies, ce n'est pas forcément vécu comme pertinent par les acteur·rice·s. Ils souhaiteraient pouvoir identifier là où cet outil a vraiment une plus-value, en lien avec les orientations politiques. Que faire si un document à l'étude n'a pas vocation à couvrir les éléments liés au « global » ? Peut-être tout ne doit-il pas être analysé au regard du Donut ? Ou, à l'inverse, faut-il considérer que l'esprit Donut devrait par défaut guider toutes les orientations politiques, toutes les compétences, tou·te·s les acteur·rice·s de la ville ? Ces choix politiques importants doivent être faits en gardant à l'esprit l'importance de l'articulation entre les stratégies existantes ou en cours.

« Le Donut peut organiser le regard territorial en agissant sur une série d'actions (Good Food, Good Move, etc.) »

Un participant d'un atelier à perspective.brussels

UN OUTIL OUVRANT À UN PROCESSUS PARTICIPATIF

Les travaux avec les acteur·rice·s publics ont permis de mettre en évidence **l'intérêt d'une approche Donut pour appuyer une démarche participative**, à la fois au sein d'une administration (entre services par exemple) mais aussi avec d'autres acteur·rice·s de la Région. Les silos existent en effet parfois dans une même institution, ce que le Donut aiderait à transcender, par sa vocation à instaurer le dialogue pour développer un regard large. Par ailleurs, la participation de citoyen·ne·s et acteur·rice·s de terrain permettrait d'élargir le champ des possibles et d'affûter l'analyse des impacts d'une décision ou stratégie sur les réalités vécues. Un ensemble de constats, voire la détermination des enjeux locaux et globaux prioritaires, pourraient ainsi émerger.

L'application de l'outil Donut à une situation concrète permet également de **mettre en lumière des éléments qualitatifs**, au-delà des données chiffrées. L'articulation entre les deux reste bien entendu essentielle. Ainsi, par exemple, avoir seulement un objectif chiffré de réduction d'utilisation de déchets plastiques, sans évaluer les conséquences des alternatives, peut impliquer indirectement de la déforestation ailleurs dans le monde à cause de la culture de maïs nécessaire pour produire du bioplastique.

En tout cas, avant de proposer ce modèle, il faut avoir étudié sa complémentarité à ceux qui existent déjà, et ce, au sein de chaque administration (par ex. : Référentiel Quartiers Durables, Quick Scan, etc.). Selon les participant·e·s de nos ateliers, son **aspect participatif, souple et peu enfermant en termes méthodologiques, mérite cependant d'être souligné.**

TROIS DEGRÉS D'USAGE DU DONUT PAR LES ACTEUR·RICE·S PUBLIC·QUE·S

LE DONUT COMME OUTIL D'ÉVALUATION DES EFFETS INDUITS PAR UNE ACTION SUR LE MILIEU NATUREL ET HUMAIN

Une décision politique, comme toute action, génère des résultats (liés aux objectifs de l'action) mais a aussi divers effets (incidences indirectes, pas forcément liées aux objectifs poursuivis). Ainsi, une décision publique dans un domaine économique aura non seulement des résultats économiques, mais aussi, très certainement, des effets sociaux et écologiques. Compte tenu des interrelations fortes qui existent entre les enjeux économiques, sociaux et écologiques et l'importance de chacun d'eux dans les enjeux actuels, **l'action publique devrait à minima être en capacité d'identifier les effets induits de chacune de ses actions.**

Le Donut peut ainsi servir à obliger de garder cette vue à 360°, comme premier degré d'usage pour l'action publique. Notre époque d'urgence climatique et de crise sociale exige – à tout le moins – de rester attentif et d'établir un diagnostic précis et complet d'une situation. Recourir au Donut pour piloter l'action publique, c'est permettre d'éviter que telle action menée par tel cabinet et telle administration génère – outre ses résultats – des effets négatifs qui devront ensuite être corrigés par tel autre cabinet avec telle autre administration, et ainsi de suite... L'utilisation du Donut permettrait donc de répondre aux enjeux les plus pressants, tout en participant aussi à la rationalisation de l'action publique.



LE DONUT COMME OUTIL D'AIDE À L'ANALYSE ET À LA DÉCISION

La transition économique devra également être écologique et sociale et c'est précisément ce à quoi nous invite le Donut. Il y a en effet peu de doute quant au fait que la crise socio-économique que nous vivons va s'aggraver fortement. Face aux chocs (changements climatiques, pandémies, etc.), nous devons nous outiller. Le Donut, de par ses caractéristiques détaillées plus haut, peut constituer une partie de la solution, en tant qu'outil d'analyse permettant d'ouvrir la focale dans la formulation des politiques publiques et de rechercher systématiquement des co-bénéfices aux actions sectorielles.

L'analyse d'une décision publique au crible des quatre lunettes du Donut fait apparaître pour chacune d'elles des impacts positifs et des impacts négatifs. Le degré 1 de l'usage du Donut consiste à veiller à faire disparaître, autant que faire se peut, les impacts négatifs induits par la décision. Le degré suivant serait alors de voir si le fait de repenser cette décision, même à la marge, ne peut pas permettre de maximiser les impacts positifs qu'elle induit, et de chercher à **générer des co-bénéfices** : des impacts positifs qui ne sont pas directement liés aux résultats attendus de l'action mais qui peuvent être atteints du même coup, en ne nécessitant parfois qu'une faible modification de l'action initiale. Par exemple, accorder des aides aux entreprises aurait des impacts économiques et sociaux, et pourrait avoir des impacts écologiques si certains critères étaient ajoutés aux conditions d'octroi de cette aide.

Notre pratique nous amène à confirmer l'intérêt de mettre en œuvre l'exercice du Donut dès le diagnostic afin de, selon l'expression de nos interlocuteurs, « se poser les bonnes questions très tôt », à savoir avant la mise en œuvre du programme. Cela ne signifie toutefois pas que rien ne doit avoir été étudié auparavant. Pour que l'exercice porte ses fruits, un certain degré d'analyse (territoriale, par exemple) et de connaissance du thème doit être atteint et ce, pour pouvoir alimenter le Donut et démarrer la réflexion de la façon la plus efficace possible.

La réflexion large visant à préparer le diagnostic pour une action peut aussi intégrer des éléments indépendants de la volonté des acteurs. Ainsi, pendant la crise COVID, ce sont les populations précarisées qui ont subi les impacts négatifs les plus importants. La crise fragilise donc fortement un plancher social déjà écorné. Mais des impacts – positifs cette fois – ont pu être soulignés sur le plafond écologique (les déplacements, notamment en avion, ont diminué).

LE DONUT COMME OUTIL POUR CONSTRUIRE DE NOUVEAUX RÉSEAUX D'ACTEUR·RICE·S

Parce que l'analyse Donut d'une action publique fait émerger des impacts pouvant être imprévus ou inattendus, leur identification devrait aussi mener à impliquer d'autres acteur·rice·s dans la conception de l'action. Si celle-ci a des effets économiques, sociaux et écologiques, a-t-on autour de la table toutes les personnes pertinentes pour la prise en compte de ces différents enjeux ? L'analyse Donut peut ainsi mener, pour chaque action analysée, à la construction de nouveaux réseaux d'acteur·rice·s, qui apporteront les divers savoirs devant être croisés pour appréhender de manière holistique les conséquences de l'action considérée. Si le Donut oblige à ne plus aborder l'action de manière segmentée ou en silo, il offre aussi l'occasion de faire des ponts de façon ponctuelle (autour d'un projet) ou structurelle (autour d'un plan) entre les compétences des différentes institutions.



L'EXEMPLE DE BECIRCULAR

S'il est intégré de manière transversale à la conduite des politiques régionales, le Donut pourrait ensuite être décliné et opérationnalisé de manière plus spécifique au sein des différents plans ou programmes. Nous avons exploré brièvement cette possibilité avec l'équipe du programme BeCircular (un appel à projets visant à soutenir les initiatives entrepreneuriales en économie circulaire sur le territoire bruxellois).

Un premier exercice d'analyse des critères de cet appel à projet – critères utilisés pour évaluer les dossiers soumis par les candidat-e-s – a mis en évidence les éléments suivants :

LUNETTE 3 GLOBAL ÉCOLOGIQUE

La lunette 3 est couverte de manière assez large. En effet, une attention particulière est portée à l'évaluation de la réduction des « externalités » que les projets devraient permettre.

LUNETTE 2 LOCAL ÉCOLOGIQUE

La lunette 2 est également concernée par ces potentielles réductions d'externalités. Mais, pour pleinement couvrir cette lunette, il faudrait également prendre en compte les aspects potentiellement régénératifs, au-delà de la simple réduction des impacts négatifs.

LUNETTE 1 LOCAL SOCIAL

La lunette 1 est elle aussi directement considérée, mais uniquement via les dimensions emploi et revenu, soit les retombées économiques attendues des projets retenus. Si les projets peuvent contribuer aux autres dimensions de la lunette (par exemple à l'accès à l'énergie ou à la mobilité), ces impacts sociaux locaux ne sont pas directement pris en compte en tant que tels.

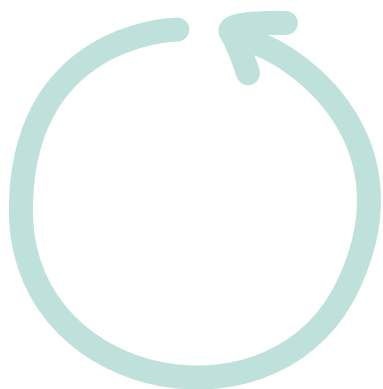
LUNETTE 4 GLOBAL SOCIAL

Enfin, l'exercice a permis de constater que la lunette 4 (global-social) n'est pas du tout prise en compte, ce qui signifie que les impacts sociaux indirects en dehors des frontières de la Région ne sont pas considérés.

La suite du travail d'analyse doit permettre d'identifier collectivement des **pistes de travail** (voir notre Cahier 3). Deux ont été identifiées dans le but d'aller vers une plus grande prise en compte de l'ensemble des aspects du Donut. La première piste suggère d'utiliser le référentiel que constituent les diverses **dimensions du Donut comme cadre de référence** permettant aux candidat-e-s d'**objectiver leurs externalités**. Pour l'heure, la notion d'externalité est uniquement abordée via les quantités de matières économisées par la mise en œuvre du projet. Mais ces externalités peuvent être plus diverses que ces aspects liés aux ressources matérielles, et la prise en compte des enjeux écologiques ne saurait se réduire à la réduction des externalités. Il faut certes s'éloigner d'une économie dégénérative, mais aussi avancer dans la voie d'une économie régénérative et distributive⁷. Autrement dit, la logique de faire le moindre mal doit être dépassée pour aussi reconnaître et favoriser des logiques régénératives.

La seconde piste considère **l'intégration des principes du Donut lors de l'accompagnement des candidat-e-s de l'appel à projets**. Les différentes explorations menées dans le cadre du projet Brussels Donut montrent que le Donut est d'autant plus facilement appréhendable qu'il est travaillé en réseau, avec des pairs, ou en tout cas avec un tiers qui en facilite sa compréhension et son exploration. Dans le cas de BeCircular, **la possibilité d'un « Coaching Donut »** serait un levier intéressant pour sensibiliser les acteurs économiques et diffuser auprès d'eux les principes du Donut.

Ces pistes devront encore être opérationnalisées mais permettent de cerner le potentiel d'un outil de ce type, si toutefois il est intégré dans des objectifs politiques plus larges.



⁷ Voir le Cahier 1 pour la définition de ces concepts.

Nous avons mené des analyses Donut avec trois organisations de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de leurs **situations concrètes**. Ces organisations, qui sont tout autant des entreprises au sens classique que des associations ou coopératives, sont devenues pour nous l'objet de co-enquêtes : la rénovation d'un bâtiment selon une logique de réemploi dans le cas de Masui, le montage d'un projet d'habitat collectif en organisme foncier solidaire (« community land trust ») dans le cas d'Arc-en-Ciel, et la mise en œuvre d'un chantier de construction avec des expérimentations circulaires dans le cas de Delva.

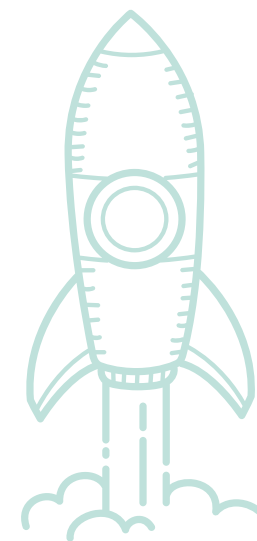
En analysant ces projets, nous voulions permettre à des acteurs et actrices de porter un regard réflexif sur leurs pratiques à l'aide du Donut, pour éventuellement transformer ou réorienter leurs actions et projets futurs. En outre, dans une perspective plus large, nous désirions mieux cerner ce à quoi pourrait ressembler une économie du Donut à Bruxelles, en identifiant l'ensemble des actions qui tiennent compte à la fois du plancher social et du plafond écologique.

Étant donné le nombre limité de co-enquêtes réalisées, nous restons prudent-e-s quant à l'éventuelle généralisation des enseignements tirés. Pour autant, nous voyons déjà pointer à partir de cet échantillon divers enseignements pour la Région de Bruxelles-Capitale (et sans doute au-delà). Une analyse plus complète de chacune des co-enquêtes se trouve dans l'Annexe « Co-enquêtes Donut » disponible sur <https://donut.brussels/>.

L'INSUFFISANCE DES CRITÈRES ÉCONOMIQUES SEULS

Si les analyses Donut peuvent être menées auprès d'organisations se trouvant à des stades divers sur le chemin de la transition, nos trois cas tests de co-enquête partent d'une **conscience déjà avérée** de la nécessité de la transition. Les raisons qui ont poussé les porteur-euse-s de projet à entrer dans l'exercice sont multiples : renforcer leurs pratiques au moyen d'un outil d'évaluation externe, mieux comprendre ce qu'est la théorie du Donut, aller plus loin dans la transition, mieux analyser leur action, ou encore rendre un peu plus visibles leurs pratiques de transition.

L'analyse Donut ne réinvente pas tout concernant l'analyse des organisations qui veulent modifier leurs activités économiques. L'un des avantages du cadre est son **approche holistique qui oblige à se soucier de toutes les dimensions** : économiques, mais aussi sociales et écologiques. Mais dans tous les cas, elle a permis de révéler des éléments jusque-là insoupçonnés, ou de **renforcer** les acteur-ric-e-s dans leurs pratiques entamées. Il reste néanmoins que grâce à l'analyse Donut, certain-e-s ont pu **découvrir** des contradictions internes ou des conséquences inattendues de propositions qui paraissent positives dans un domaine mais qui ont des répercussions négatives dans un autre domaine.



UN PROCESSUS D'APPRENTISSAGE CONCRET VIA LES QUATRE LUNETTES

Au niveau local (lunettes 1 et 2), la dimension sociale est apparue comme la plus explicite : les acteur·rice·s expriment clairement le désir de contribuer à consolider la cohésion sociale sur le territoire. Si le Donut en tant qu'outil n'a pas initié ce désir, l'analyse et la discussion que le Donut a suscitées ont en revanche contribué à le renforcer. Si les préoccupations écologiques locales sont quant à elles plus implicites, elles apparaissent toutefois en filigrane et sont souvent arrimées à la dimension sociale. Ainsi, par exemple, le bâtiment Arc-en-ciel, doté d'espaces communs pouvant être utilisés pour le quartier, pourrait devenir le point de départ pour l'organisation d'actions collectives portant sur des enjeux écologiques locaux comme la mobilité (lieu de partage de vélos-cargo ou de recharge de véhicules électriques) par exemple. Un autre exemple d'enjeu socio-écologique local est apparu dans le cas de Delva : le fait d'installer des panneaux photovoltaïques pour alimenter le chantier pourrait aussi contribuer à alimenter le voisinage en électricité. Dans ce cas précis, un obstacle s'est révélé du côté de la réglementation, qui pour le moment ne permet pas un tel transfert.

La préoccupation de la dimension globale-écologique (lunette 3) était très présente, en particulier la question du changement climatique, mais il est difficile de quantifier les bénéfices générés. À Masui, des outils sont utilisés pour effectuer un bilan réemploi en calculant les quantités de matériaux réemployés et les flux financiers y afférents. Mais un bilan des réductions des émissions de CO₂ est, par contre, plus difficile à réaliser par manque de paramétrages et d'outils plus uniformisés. Le rôle du scientifique et de la recherche apparaissent clairement pour pouvoir rendre compte de certains impacts complexes.

La dimension globale-sociale (lunette 4) est celle qui semble être la moins prise en considération et reste bien souvent dans l'ombre. Elle a trait, par exemple, à l'achat de matériaux de construction provenant de régions du

monde où le plancher social n'est pas une préoccupation, ou encore au recours à une main d'œuvre étrangère sans pouvoir de vérification des conditions de travail. Il est à noter toutefois que plus l'économie est relocalisée – et cela se voit autant dans la situation Arc-en-ciel que chez Masui –, moins elle a d'impacts négatifs sur la dimension sociale globale. Cette absence d'impact négatif gagnerait à apparaître plus clairement dans la description de tout projet.

DES TRANSFORMATIONS INTERNES ET DES LIGNES DE FUITE

Nous appellerons lignes de fuite ce qui fait que dans les situations de transition, les transformations ne sont pas seulement à destinées internes ou relatives au présent. Les lignes de fuites conduisent vers un ailleurs de la situation soumise à l'analyse souvent déjà consciente dans les cas qui nous occupent, mais dont le processus d'analyse permet de renforcer encore la prise de conscience.

Tout d'abord, il faut préciser que la situation d'analyse doit être une situation protégée, nécessitant pour toute personne qui y est engagée une liberté de parole. Ce n'est que dans de telles conditions que l'analyse peut jouer son rôle. Il est apparu dans un cas que certains dispositifs qui apparaissent vertueux dans la construction du projet aux fins de répondre à des exigences en termes écologiques avaient créé les conditions d'une souffrance chez certain·ne·s membres du personnel par un surcroît de charge de travail. L'expression de cette souffrance n'était rendue possible que par le fait que le droit de parole était acquis. Cela a appelé une réponse de réorganisation de la gouvernance en pointant la nécessité de travailler plus collectivement au sein de l'organisation en question. Cette simple situation indique ce à quoi il faut faire attention.

D'une manière générale, nous avons pu observer la manière dont progresse la réflexion des acteur·rice·s, en portant leur regard sur l'avenir, dans l'art d'identifier des blocages ou des opportunités et de rechercher des solutions créatives pour les résoudre. Les solutions apportées sont toujours

partielles, mais en appellent d'autres qui parfois apportent de nouveaux problèmes, qui à leur tour appellent à de nouvelles propositions de solutions et d'objectifs. Ce n'est pas nécessairement la situation d'analyse qui amène cela, les processus de transition dans lesquels tou·te·s sont engagé·e·s en sont l'essence. Mais la co-enquête peut en renforcer la dynamique en lui apportant un cadre et des outils aidant à la conceptualiser et la rendre visible.

Il ressort des analyses que la construction de réseaux complexes s'avère nécessaire pour mener à bien les expérimentations vers la transition. À Arc-en-Ciel, le projet fédère nombre d'acteur·rice·s différent·e·s dont les habitant·e·s impliqué·e·s, une association qui mène des projets anti-spéculatifs, l'administration publique, mais aussi, par exemple, une association d'accueil de réfugiés, pour ne citer qu'elles. À Delva, de même, outre l'entrepreneur, le projet associe par exemple une association qui soutient l'emploi social ou la récupération des eaux. Enfin, à Masui, une coalition intègre la Région qui reste propriétaire du bâtiment, une organisation culturelle majeure en Région de Bruxelles-Capitale, une association spécialisée dans le réemploi, etc. La notion de réseau est largement intégrée par tou·te·s, alliant le public, le privé, l'associatif, voire le commun. Ces pratiques étaient le fait d'organisations déjà avancées dans leur processus de transition, mais dans certains cas, l'analyse a permis de proposer de nouvelles pistes, de nouveaux réseaux et alliances possibles. Parfois de nouvelles pistes d'actions étaient évoquées et tournées vers le futur pouvant aussi servir pour des projets futurs.

La conscience du rapport à la société était aussi présente, dans la perspective de contributions positives vers l'extérieur de la situation. Ce n'est pas l'analyse Donut qui a créé les conditions de ces contributions, mais elle a permis de structurer cette vision.

L'APPORT D'UN REGARD À 360°

L'application du Donut à ces trois organisations offre un enseignement très important en matière d'analyse économique : là où l'évaluation de certains projets au moyen d'analyses coûts-bénéfices strictement économiques ne montrerait que les aspects directement monétaires (et monétarisables) des projets et occulterait la plupart de leurs bénéfices sociaux et écologiques, la vision à 360° qu'offre le Donut et ses quatre lunettes vient rééquilibrer la représentation.

Ainsi, dans certains cas, cette vision large ferait entrer dans la balance les bénéfices sociaux d'un projet qui permet à des personnes à faibles revenus d'accéder à des logements décents et qui offre une sécurité réelle tout en gardant la propriété commune du sol, non spéculative. Y seraient également représentées les éventuelles réductions de coûts sociaux et de soins de santé induits par le projet. Dans d'autres cas, en contrepoids des coûts monétaires de la rénovation d'un bâtiment, une analyse par le prisme du Donut montrerait les avantages du maintien de la propriété publique du bâtiment, les bénéfices des énergies générées dans le quartier et plus largement, des formes de créativité et d'intégration sociale créées. Le tableau ci-dessous illustre

cet apport de la vision Donut dans le cas du chantier Delva. Un tel éclairage à 360° a potentiellement trois avantages au niveau des organisations et au-delà. Premièrement, il offre un balisage aux organisations qui désirent opérer une plongée réflexive sur leurs pratiques. Deuxièmement, il permet de mieux guider les décisions publiques en matière de soutien à l'activité sur le territoire. Et si le Donut devait donner lieu à la création de nouveaux indicateurs et critères d'évaluation de projets, il jouerait très probablement un rôle important dans le changement de référentiel nécessaire au soutien de la transition. Car bien au-delà des critères d'évaluation publics, et ce qui constitue son troisième avantage, la diffusion du Donut et de ses quatre lunettes parmi un nombre de plus en plus grand d'organisations productives pourrait contribuer à changer des représentations encore bien ancrées aujourd'hui : les notions de valeur ajoutée, de bénéfice, de qualité, ou encore de performance prendraient un sens tout autre qu'actuellement. Certes, **le Donut ne va pas du jour au lendemain révolutionner la comptabilité, mais la mise en lumière de faits trop souvent passés sous silence pourrait contribuer à faire évoluer les conventions comptables et de gestion, et in fine l'orientation stratégique des organisations.**

AU-DELÀ DES ORGANISATIONS, UN ESPACE DE PRODUCTION DE LA NORME

Pour autant, il serait naïf de penser que seul un changement de boussole pourrait donner lieu à un changement de cap. En effet, pour que le Donut puisse jouer un rôle d'accélérateur de la transition, il importe de veiller, d'une part, à ce qu'il ne soit pas instrumentalisé à des fins de marketing vert (du « Donut Washing »). D'autre part, il faut que les activités réorientées à la lumière du Donut ne se cantonnent pas à une niche périphérique, qui ne remettrait aucunement en question les autres activités de l'organisation, dont les finalités et les impacts iraient à l'encontre de la philosophie Donut. Ainsi par exemple, nous avons pu observer que des organisations aux finalités diverses se rejoignaient, par exemple, sur l'importance de combattre le dumping social ou encore sur le potentiel du réemploi en matière de création d'emplois non (ou peu) délocalisables. Ces deux préoccupations s'inscrivent dans les principes d'une économie régénérative et distributive au sens où l'entend Kate Raworth. Mais comment ces préoccupations sincères se traduisent-elles dans les pratiques effectives de ces organisations ? On peut ne pas connaître les dynamiques sociales des entreprises sous-traitantes, qui peuvent fort bien employer du personnel sous des formes de dumping social, et dont les matériaux utilisés ne sont peut-être nullement issus du réemploi. Et ces manières de faire sont elles-mêmes inscrites dans un réseau économique concurrentiel propice au dumping et aux pratiques peu régénératives à bas prix.

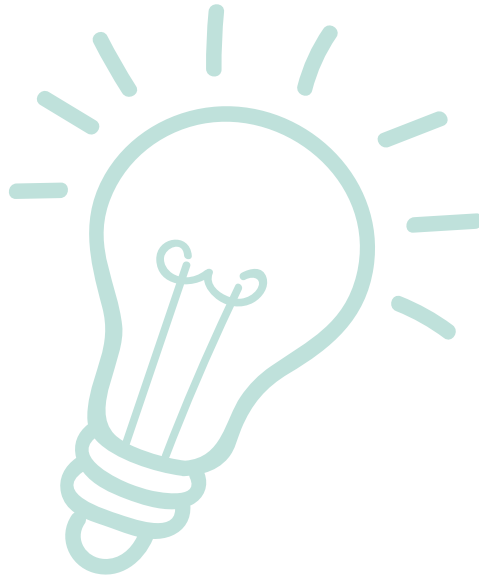
Cet exemple montre que **le potentiel de transformation du Donut est profondément lié au réseau d'acteurs et d'actrices qui le portent, ainsi qu'aux normes, régulations, et politiques économiques qui les président.** Il est donc essentiel que des alliances se créent à différents niveaux, entre différents types d'organisations et d'acteurs et actrices pour porter le Donut auprès des institutions et instances normatives, et créer les conditions d'un débat public pour définir collectivement les normes communes de la transition.

ANALYSE COÛTS-BÉNÉFICES CLASSIQUE VS ANALYSE DONUT

	COÛTS	BÉNÉFICES
ANALYSE CLASSIQUE	Coûts financiers de l'investissement	Fourniture d'habitations évaluées à leur prix de marché
	Coût de la perte environnementale de la parcelle utilisée pour la construction	Emplois et revenus induits par la mise en œuvre de l'investissement
ANALYSE DONUT	Coûts écologiques au sens large, diminués des économies réalisées grâce aux initiatives d'économie circulaire (lunettes 2 & 3)	Partage de l'eau et de l'électricité au sein du quartier (lunette 1)
	Coûts sociaux et environnementaux pour les voisin·e·s durant le chantier (lunettes 1 & 2)	Recours au travail adapté (lunette 1)
	Coûts sociaux du travail détaché (lunettes 1 & 4)	

QUELQUES QUESTIONS POLITIQUES ISSUES DES ANALYSES DONUT DES ORGANISATIONS

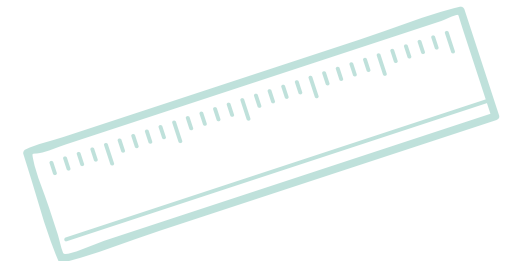
Nous le disions dès l'entrée de ce chapitre, nous avons choisi de nous appuyer sur un échantillon de trois situations d'analyse dont le travail a pu être approfondi à certains égards, et déjà nous répertorions nombre de questions à portée plus politique. Ces organisations se retrouvent en effet confrontées à des **blocages ou des difficultés qu'il ne leur appartient pas de résoudre seules**. Si ce n'est pas nécessairement l'analyse Donut qui a fait émerger ces questions, la démarche générale Donut et l'objectif de respect des limites du Donut oblige à relayer ces questions vers le public ou sous des formes de recommandations adressées aux décideurs et décideuses politiques. L'adoption du Donut en Région Bruxelles-Capitale devra tenir compte de la multiplication de ces questions rendues publiques. Celles formulées ici concernent essentiellement la filière du réemploi, thème dont la cohérence de rencontre en rencontre nous est apparue très intéressante autour des deux situations Masui et Delva.



CLARIFIER LES CONCEPTS ET INSTRUMENTS DE MESURE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE RÉEMPLOI

La notion d'économie circulaire peut être interprétée de manières très diverses. Plusieurs concepts comme le réemploi, le recyclage et le maintien sont utilisés, mais sans que les définitions soient toujours claires ou uniformisées. De la même manière, plusieurs instruments de mesure pour objectiver les impacts et résultats en économie circulaire existent, certains connus et d'autres moins, mais basés sur des critères et logiques de calculs très différents. À l'heure actuelle, en Région bruxelloise, il semble que ce soient les acteurs de la construction qui décident individuellement à partir de quels concepts et instruments de mesure les bilans chiffrés sont réalisés et quels chiffres ils-elles communiquent.

Cela rend toute comparaison des efforts et des impacts entre les initiatives en économie circulaire difficile et souvent impossible. De plus, les aspects de marketing et de « Circularity Washing » risquent de prendre le dessus. Ajoutons à cela que l'économie circulaire est aujourd'hui encore une matière plutôt éparpillée au niveau des politiques et des administrations et qu'une série d'outils ou actions existants ne sont pas encore suffisamment partagés avec un plus large public des secteurs et acteurs concernés. Il y aurait lieu de créer un débat avec l'ensemble du secteur, les administrations publiques, des scientifiques, etc.



MODIFIER LES RÈGLES SUR LES MARCHÉS PUBLICS AFIN DE FACILITER LE RÉEMPLOI

Les marchés publics sont régulés par des lois européennes et belges qui imposent des procédures très strictes lors des choix de prestataires de services et lors des achats de matériaux, qui ne facilitent pas toujours certains principes d'économie circulaire dont le réemploi. L'acquisition des matériaux de réemploi se fait lors d'opportunités difficiles à planifier et donc à intégrer (une déconstruction, une vente publique, des filières de seconde main) dans les marchés de services pour la réalisation des travaux. De ce fait, il n'y a pas de marges de manœuvre pour de la flexibilité et de la créativité dans la mise en œuvre de travaux faisant appel au réemploi. Il y a aussi des difficultés pour intégrer les opportunités ponctuelles (non-planifiables au moment de lancer le marché), des difficultés pour ouvrir le champs du réemploi à l'ensemble du travail de construction, peu de leviers pour imposer des matériaux de réemploi respectant les 4 lunettes du Donut. Le résultat est que les ambitions pour des travaux de construction en réemploi restent très (trop) modestes et périphériques (souvent essentiellement le mobilier) et que l'organisation de marchés publics avec de grandes ambitions et impacts via le réemploi nécessite un engagement en temps et savoir-faire très élevé par le maître d'ouvrage.

Une réflexion de fond avec des juristes, organisations, administrations et législateur·trice·s impliqué·e·s dans ces matières s'impose, selon les acteurs, si nous voulons donner une chance aux pratiques économiques cohérentes avec les principes du Donut.

CRÉER DES FILIÈRES DE FORMATION AUTOUR DU RÉEMPLOI EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Le champ du réemploi ouvre d'importantes voies et opportunités pour la création d'emplois et de formations qui en découlent. Apprendre à faire des inventaires de matériaux et équipements techniques existants, à analyser leur état et ré-employabilité, à assurer les démontages sans dégâts tant pour le matériel que pour le bâti à transporter, conditionner et stocker, à nettoyer et réparer, à adapter et monter ou reconstruire à partir de savoirs faire artisanaux, à désigner, mais aussi apprendre à écrire des programmes pour travaux ouverts et flexibles, à développer des concepts et dessins architecturaux évolutifs, réversibles et respectant l'existant, à faire de la recherche technique, à revisiter les critères et procédures des permis d'urbanisme, à écrire des cahiers de charges découplant achat et pose des matériaux, à exécuter des travaux (y inclus techniques) à partir de l'existant et le réemploi, à calculer les bilans d'impacts sociaux et environnementaux, et tant d'autres, sont autant de pistes à expérimenter et développer tant par les entrepreneur·euse·s, ouvrier·ière·s, architectes, maîtres d'ouvrages, administrations, enseignant·e·s, chercheurs·euse·s, designers, d'aujourd'hui et de demain ! Alors que la filière de formation dans le bâtiment ne se porte pas bien, le réemploi pourrait la rendre vivante et lui donner une attractivité nouvelle.



L'ÉNORME PROBLÈME DU DUMPING SOCIAL VS LA SOLUTION DU RÉEMPLOI

Cet enjeu est apparu à deux reprises, d'une part au sein de la situation du chantier Delva et dans les questions initiales de Masui. Il apparaît avec clarté que dans la construction, la problématique de la mise en concurrence des travailleurs issus d'autres pays d'Europe est une problématique fondamentale et en complète opposition avec la vision portée par la théorie du Donut. Les acteur·rice·s de la construction semblent ne pas pouvoir faire autrement que d'utiliser les services de sous-traitants qui procèdent à des recrutements internationaux permettant à des ouvriers issus de pays où le coût de l'emploi est moins élevé de venir concurrencer directement les ouvriers locaux. Cela crée une sourde situation de rivalité qui se perçoit au sein même des chantiers, qui est peu rendue visible et sur laquelle il y a peu de prise à la vue des législations existantes (marchés publics, concurrence).

Ainsi donc, il se pourrait qu'il y ait un lien fort entre réemploi — économie circulaire — et renforcement de bassins d'emplois. Le réemploi ne peut en effet se produire que dans des circuits assez courts, géographiquement et en termes d'intermédiaires, à l'inverse de ce qui apparaît dans les secteurs classiques de la construction. C'est un pan entier de l'économie qui peut se relocaliser dans une logique distributive et régénérative. Pour faire court, il y a ainsi alliance entre emploi et réemploi... Cela mérite d'être débattu, approfondi et de faire l'objet de plus amples recherches.

L'analyse Donut d'un objet du quotidien tel que le smartphone, présentée dans notre Cahier 1, permet aussi de tirer des enseignements pour le Région de Bruxelles-Capitale, sur les façons dont les produits qui y sont consommés impactent son plafond écologique et son plancher social. Nous parcourons ici leurs différentes dimensions de façon à souligner des exemples significatifs d'impacts associés à l'objet étudié, le smartphone⁸.

UNE POSSIBLE TRANSGRESSION DU PLAFOND ÉCOLOGIQUE ?

Tout d'abord, précisons que la plupart des constats qui sont ici formulés ne sont pas propres à Bruxelles mais sont applicables à nombre de territoires sur lesquels se déploie une consommation importante d'objets électroniques et où le smartphone est devenu un objet presque incontournable. Cela ne retire toutefois pas l'intérêt d'identifier les mécanismes locaux et globaux auxquels la Région prend part, car des questionnements féconds pour une connectivité et un numérique plus compatibles avec les limites du Donut peuvent en émerger.

Le changement climatique est renforcé par les émissions de CO₂ dues à la fabrication, au transport et à l'utilisation du smartphone. Premièrement, le calcul de l'empreinte carbone d'un smartphone révèle que 80% de l'énergie utilisée dans son cycle de vie provient de l'étape de sa fabrication. Or, la plupart des smartphones sont fabriqués dans des pays comme la Chine ou le Vietnam, qui sont des pays dont le mix énergétique est principalement composé d'**énergies fossiles** comme le charbon et le pétrole. Deuxièmement, **le transport** est présent tout au long du cycle de vie d'un smartphone : c'est la raison pour laquelle nous pouvons dire qu'un smartphone fait « plusieurs fois le tour du monde » au cours de son existence. Troisièmement, pendant la phase d'utilisation du smartphone, la **majorité de l'énergie consommée** émettrice de CO₂ provient des **services rendus par le dispositif**. En effet, l'énergie consommée strictement au niveau local, à Bruxelles, ne concerne que le chargement de la batterie, ce qui ne représente que 1 % à 5 % de l'énergie totale consommée. Les 99 % à 95 % restants sont liés aux services offerts et rendus possibles par le téléphone. Ces services sont assurés par des infrastructures locales et globales « invisibles » mais bien présentes, comme des centres informatiques (*data centers*) qui stockent de très grandes quantités de données ou des modems qui assurent les connexions à internet dans nos maisons. Les émissions liées à ces infrastructures sont néanmoins très difficiles à quantifier. Une application mobile utilisée à Bruxelles va donc consommer à la fois de l'énergie locale et globale.

⁸ Voir la liste complète des références dans l'annexe méthodologique de l'analyse Donut du smartphone, disponible à l'adresse <https://donut.brussels/>

Les changements d'affectation des terres et la déforestation sont exacerbés par l'**extraction minière**. Notre analyse identifie une déforestation importante, surtout dans l'étape d'extraction des matières premières. L'activité minière illégale a ravagé particulièrement la forêt amazonienne, une forêt indispensable pour l'équilibre global de notre planète. Madre de Dios au Pérou est la zone de l'Amazonie la plus dévastée par l'extraction minière. Selon certaines études, au cours des 35 dernières années plus de 950 000 hectares de forêt ont été déboisés, en partie à cause de l'extraction de l'or et du coltan, qui sont deux éléments indispensables pour fabriquer un smartphone.

La perte de biodiversité est elle aussi accentuée par l'**extraction minière** : des études montrent un risque élevé de disparition d'espèces dans des habitats où l'exploitation minière est très présente. Par exemple, le dauphin rose, espèce emblématique du Brésil, est de plus en plus menacé par les taux de contamination au mercure des bassins hydrographiques de l'Amazonie. Le mercure est fréquemment utilisé dans le processus d'extraction de l'or.

L'acidification des océans et les prélèvements d'eau douce comptent aussi parmi les impacts de la fabrication d'un smartphone : les masses d'eau absorbent des quantités de plus en plus importantes de CO₂, mettant en péril les écosystèmes aquatiques et l'équilibre des cycles biogéochimiques. À côté de cela, il faut aussi tenir compte de l'étape de fabrication, qui utilise beaucoup d'eau douce. Ce sujet est crucial pour l'avenir de l'industrie.

Pollution chimique et introduction d'entités nouvelles dans l'environnement sont des problématiques largement liées à la **fin du cycle de vie** d'un smartphone. Des quantités importantes de déchets électroniques sont illégalement délocalisées, ce qui ne favorise pas une fin de vie de l'objet respectueuse de l'environnement. Même si à Bruxelles des efforts notables sont faits dans la gestion des flux de déchets, certains déchets électroniques parmi lesquels des smartphones se retrouvent délocalisés dans des lieux comme Guiyu, ville chinoise connue pour être la « capitale

mondiale des déchets électroniques ». Ces déchets occasionnent des pollutions importantes liées aux métaux lourds des appareils et ont un impact environnemental très inquiétant sur les systèmes aquatiques.

Notre analyse Donut du smartphone met en évidence des impacts qui peuvent porter atteinte aux différentes dimensions du plafond écologique. Il est intéressant de remarquer que notre objet analysé est très représentatif des dépassements des limites planétaires déjà en cours.

UNE POSSIBLE TRANSGRESSION DU PLANCHER SOCIAL ?

La **détérioration de la santé** liée à une exposition continue à des matériaux dangereux au cours de l'extraction de matières premières, de la fabrication et de la fin du cycle de vie est malheureusement encore trop souvent une réalité. Au niveau mondial, la Chine produit 90% des « terres rares », indispensables pour fabriquer un smartphone. C'est aussi en Chine que se trouve « le lac des terres rares », un lac artificiel de **résidus toxiques** issus de l'exploitation minière industrielle. Les populations dans les environs de ce lac ne sont pas épargnées et les témoignages montrent une **détérioration importante de leur santé**. Par ailleurs, des travailleur·euse·s, en particulier des femmes, témoignent des **souffrances liées au travail** dans les usines de fabrication de smartphones au Vietnam. Il s'agit du pays qui accueille la plus grande part de la production de smartphones de la marque Samsung. Ces femmes déclarent avoir des **troubles de santé** comme l'incidence accrue de fausses couches. Dans l'étape de la fin de vie, la gestion informelle des « **e-déchets** » **délocalisés de manière illégale** dans des pays du Sud comme le Ghana ou la Chine pose des problèmes sanitaires importants générés par l'exposition à des substances chimiques dangereuses qui composent les appareils électroniques comme les smartphones. Ces déchets proviennent généralement des pays du Nord.

L'utilisation des smartphones a des effets sur la santé. À Bruxelles, nous constatons que l'utilisation des smartphones augmente le **risque de développer certaines formes d'addiction ou d'anxiété** liées à l'omniprésence de cet objet du réveil au coucher. Cette anxiété peut venir de la « nomophobie », cette peur d'être dans l'incapacité de communiquer ou d'accéder à l'information, ou de la FOMO (*fear of missing out*), cette « peur de manquer quelque chose » lorsque l'on se déconnecte. En outre, un smartphone peut contribuer à **l'appauvrissement des relations sociales** ainsi qu'à **l'effacement des frontières entre vie privée et vie professionnelle**. En plus de cela, nous devons faire face à une sorte d'impuissance numérique car ces dispositifs ne sont pas des technologies « conviviales », c'est-à-dire qu'elles ne sont pas facilement appropriables. Nous nous retrouvons donc impuissant·e·s face à des services qui demandent des connaissances très techniques et peu démocratiques pour être utilisés. **La vulnérabilité numérique**, la possibilité accrue d'être surveillé·s avec un smartphone, par exemple avec la géolocalisation, est également un impact négatif dans notre Région.

Le travail et le revenu pendant les phases d'extraction des matières premières, de fabrication et de fin de vie, sont problématiques. Le **travail précaire** est présent tout au long du cycle de vie d'un smartphone. La grande majorité des mineur·e·s travaillant dans l'extraction des matières premières ne disposent pas du plus basique des équipements de protection comme des gants ou des masques. Les mineur·e·s artisanaux n'ont parfois pas les informations sanitaires nécessaires pour exploiter ou manipuler certains éléments dangereux. En plus du travail précaire, nous retrouvons aussi le **travail volontaire ou forcé des enfants**. Selon l'UNICEF, en 2014, 40 000 garçons et filles travaillaient dans les mines du Sud de la République du Congo dans des conditions extrêmes. Les **mauvaises conditions de travail et de revenus** sont aussi constatées à l'étape de la fabrication dans les usines mais aussi à l'étape de la fin de vie, où la gestion des déchets électroniques dans les pays

du Sud se fait de manière informelle et n'offre pas des conditions de travail décentes. Selon certaines enquêtes, il existerait des camps de détention massive en Chine liés à des usines de fabrication de composants électroniques pour des marques de smartphones connues. Dans ces camps, la communauté ouïghour, notamment, subirait des conditions de **travail forcé**. Au niveau local, les smartphones contribuent grandement au phénomène dit **d'uberisation de la société**, qui modifie le modèle économique de notre Région. Les nouveaux services permis par ce phénomène ne sont ni complètement définis, ni réglementés, permettant aux grandes entreprises de bénéficier de vides juridiques et pouvant engendrer des **conditions de travail très précaires** pour les coursiers.

Par rapport à la consommation et à la production durables, **l'obsolescence programmée** entraîne une surconsommation de smartphones dans notre Région. Ce phénomène s'accompagne d'un **prélèvement excessif de ressources naturelles ailleurs dans le monde**.

Sont également observés des problèmes **d'équité sociale** dans l'extraction de matières premières. Dans les projets miniers industriels, les **populations locales parviennent rarement à faire entendre leur voix**. Elles se trouvent souvent contraintes par les décisions de l'État et des entreprises minières, parfois même **déplacées de leurs terres d'origine**. En outre, il est courant qu'au sein d'une communauté des **conflits** apparaissent entre ceux-elles qui soutiennent les projets miniers et ceux-elles qui les questionnent ou les refusent. Les **liens de solidarité et le tissu social** en ressortent **fragilisés**. Enfin, des enquêtes montrent que certaines entreprises minières paient des impôts très faibles ou pratiquent l'évasion fiscale. Au niveau local, le **risque d'extrême polarisation** de la société et la création de bulles sociales numériques augmente avec l'utilisation d'un smartphone. La diffusion et la visualisation croissante de *fake news* (infox) est aussi un impact négatif à soulever.

La paix et la justice dans l'extraction des matières premières sont également un enjeu essentiel. Dans les zones caractérisées par des conflits armés, les ressources permettent de **financer des acteur·rice·s armé·e·s** qui infligent des **violences extrêmes** contre les populations locales. Les « seigneurs de guerre » contrôlent les mines des métaux importants pour nos smartphones comme le coltan dans la région du Kivu en République Démocratique du Congo.

Terminons cette liste des impacts en relevant que la Région de Bruxelles-Capitale présente des atouts sérieux pour limiter drastiquement les impacts les plus négatifs du smartphone. Elle est notamment engagée de manière résolue dans une politique de circularisation de son économie qui promeut le recyclage, le réemploi, le reconditionnement, etc. Des organisations innovantes proposent déjà des objets électroniques reconditionnés (réparés puis revendus en seconde main). La généralisation à l'électronique de pratiques de partage, mutualisation, fonctionnalité, réemploi, etc., qui sont d'ailleurs bien ancrées dans la Région dans de multiples domaines, devrait aider à limiter le turnover élevé des smartphones et les impacts qui l'accompagnent.

LES IMPACTS POSITIFS D'UN SMARTPHONE : UNE FACE À NE PAS NÉGLIGER

Avec sa vision systémique et globale, la théorie du Donut nous pousse à réfléchir à l'ensemble des impacts d'une entité ou d'une pratique. Il est donc logique de ne pas négliger les impacts positifs, même s'ils sont probablement plus évidents et ne requièrent pas le même travail d'enquête et de dévoilement que les autres impacts. C'est pourquoi nous développons ici quelques exemples d'impacts positifs liés à l'étape de l'utilisation du smartphone au niveau de la Région.

En premier lieu, il est certain que la généralisation du smartphone contribue à une connectivité étendue des citoyen·e·s de la Région et à un accès facilité à l'information. Bruxelles accueille une population aux origines très variées, et le smartphone peut faciliter le maintien de contacts entre ses habitant·e·s et leurs proches vivant parfois loin. Plus que jamais pendant les périodes de confinement, le smartphone s'est révélé un moyen privilégié de maintenir le lien.

Des applications mobiles pour une ville plus soutenable : la Brussels Smart city et les applications issues d'initiatives citoyennes. Le projet bruxellois Brussels Smart city s'appuie sur les technologies de l'information et de la communication pour développer la Région de manière plus soutenable. L'application STIB aide par exemple les bruxellois·e·s à planifier de la meilleure manière leur trajet en transports publics. Cela peut avoir un impact positif en termes de connectivité dans la Région ainsi que de confort ressenti

par l'utilisateur grâce à des gains de temps. Ainsi l'utilisation du transport public est-elle revalorisée par rapport aux modes de transport privés, souvent moins écologiques. Quant à l'application Brulingua, elle peut avoir un impact dans le domaine du revenu et du travail. En effet, Actiris propose un soutien linguistique pour améliorer le niveau de néerlandais, de français, d'allemand ou d'anglais des habitant·e·s de la Région. L'amélioration du niveau en langue est un élément clé dans la recherche d'un emploi ou dans la quête d'une meilleure rémunération.

Au-delà des applications proposées par le projet Brussels Smart City, des **applications issues d'initiatives citoyennes** ont aussi vu le jour. Par exemple, l'application Happy Hours Market permet d'acheter des invendus alimentaires en Région bruxelloise. Cela a un impact positif sur les flux de déchets dans la Région et sert à lutter contre le gaspillage alimentaire. Cette initiative a aussi un impact sur la dimension alimentation du plancher social. L'application facilite en effet **l'accès à des denrées de base** de qualité pour une partie de la population de Bruxelles qui n'y a pas aisément accès tout en facilitant la gestion des déchets des commerçant·e·s et la diminution des coûts afférents. En conclusion, il s'agit d'une application mobile qui rend la Région de Bruxelles-Capitale plus soutenable grâce à des impacts environnementaux et sociaux positifs.

Favoriser la participation citoyenne via un smartphone : le projet Brussels By Us. Ce projet, lancé en 2019, vise l'amélioration du cadre de vie dans certains quartiers de la Région bruxelloise à travers la participation citoyenne. Cette dernière est mise en œuvre à travers une application mobile téléchargeable sur smartphone permettant aux citoyen·ne·s de donner leur avis et de formuler des propositions concrètes pour l'amélioration de leur quartier. Même s'il s'agit d'une initiative pilote, une telle application est porteuse d'impacts potentiellement positifs dans des dimensions comme celle de l'équité sociale.

Face aux impacts positifs potentiels des applications, il faut néanmoins garder à l'esprit le risque toujours présent de l'effet rebond. En effet, ce n'est pas parce qu'une application permet de réduire le trafic routier ou la quantité d'invendus alimentaires, qu'il ne faut pas prendre en compte aussi les coûts environnementaux de l'infrastructure numérique (data centers, hardware, etc.), qui peuvent annuler – au moins en partie – les gains réalisés.



COMMENT ENGAGER BRUXELLES VERS LE DONUT ?

Au terme de notre analyse, nous avons acquis la conviction que la démarche Donut peut contribuer significativement à **penser la politique de la transition à l'échelle bruxelloise**. Parce qu'elle intègre les enjeux économiques, sociaux et écologiques en tous points, parce qu'elle permet de comprendre les blocages et les freins, parce qu'elle invite à réorienter et transformer les actions pour s'inscrire dans des limites qu'elle permet de définir collectivement. Mais, malgré son apparente simplicité, la démarche Donut est éminemment complexe.

LE DONUT COMME CADRE DE RÉFÉRENCE GLOBAL

Pour qu'une économie compatible avec le Donut puisse se développer, en Région bruxelloise en particulier, nous avons identifié certaines conditions à réunir, à commencer par la nécessité de faire du Donut un cadre de référence global. Doit-il faire l'objet d'un engagement politique ? Sans aucun doute, pour donner l'impulsion, soutenir les volontaires, encourager les moins enthousiastes, favoriser la compréhension fine du Donut et initier un large mouvement d'appropriation.

Mais le Donut est aussi un **espace commun de valeurs**, propice à de multiples formes d'expérimentations transformatrices et d'échanges qui permettent le débat et nourrissent la démocratie. Rassemblées au sein d'une **coalition**, ces expérimentations multiples pourraient bien, elles aussi, contribuer à faire du Donut un cadre commun de référence. Ce double mouvement implique cependant de **diffuser largement** le modèle, de faciliter son appropriation au sein des organisations et d'ouvrir des espaces de débat pour, ensemble, faire mouvement vers le Donut.

CLARIFIER CE QUE L'ON PEUT ATTENDRE DU DONUT

Nous l'avons bien senti lors de notre travail, l'approche du Donut pourrait ressembler à un énième plan venant se surajouter à de nombreux autres, notamment les plans de développement durable développés ces dernières années par les organisations publiques ou privées. Pourtant, clairement, la démarche Donut ne remplace pas un plan d'action en tant que tel et ne s'y substitue pas.

Le Donut est avant tout une manière de questionner des équipes au sens large, plus qu'un outil qu'on appliquerait de façon externe, à la manière d'un audit. Il est une source d'inspiration, un moyen pour dégager de nouvelles orientations, une opportunité d'approfondir un aspect ou de compléter une démarche. Loin de se limiter à un seul plan, l'analyse Donut va sans doute conduire à en croiser d'autres, ainsi que d'autres compétences, d'autres secteurs, à induire de nouveaux rapprochements et de nouvelles alliances. Ne faudrait-il pas, par exemple, mener ces analyses Donut avec d'autres parties prenantes (organisations de la société civile, scientifiques, usagers, etc.) selon des modalités à co-définir ?

Pour l'action publique, en tout cas, comme le souligne un participant à nos ateliers : « Si le gouvernement veut s'engager dans l'application de la théorie du Donut, cela doit devenir une ligne de crête qui traverse toutes les administrations. »

« Si le gouvernement veut s'engager dans l'application de la théorie du Donut, cela doit devenir une ligne de crête qui traverse toutes les administrations. »

Un participant
à un atelier

FACILITER UNE APPROPRIATION COLLECTIVE ET PRAGMATIQUE DU DONUT

Le Donut est une image simple pour une théorie complexe et un niveau de compréhension assez élevé est nécessaire pour bien l'appliquer. Mais cette compréhension ne doit pas forcément passer par un savoir purement théorique. Au contraire, l'approche se veut transformatrice et pragmatique : on comprend en agissant. Et c'est la raison pour laquelle nous proposons des outils et des guides méthodologiques pour tous les niveaux d'approche (voir notre Cahier 3). Mais notre expérience montre qu'une facilitation reste nécessaire à chacun des niveaux, pour mener ces analyses avec rigueur et dépasser certaines réticences bien compréhensibles. Cette facilitation gagne à être menée par des personnes extérieures à l'organisation.

On peut ainsi imaginer :

- des « coaches Donut », financés par ou intégrés à une administration régionale et accompagnant des organisations. Cette possibilité a été soulevée notamment lors de l'analyse Donut du programme BeCircular, dans le cadre de l'octroi de subsides aux entreprises ;
- des réseaux d'acteurs et actrices de la transition qui échangent des services mutuels et/ou forment une plate-forme d'accompagnement Donut ;
- des opérateur-riche-s en éducation permanente qui amplifient leur démarche de sensibilisation au Donut par des actions concrètes d'analyse d'objets ou d'actions ;
- etc.

Au-delà des différents niveaux d'approche, mais à partir d'un tronc commun qui devrait être l'utilisation des quatre lunettes, les savoirs et les pratiques gagneraient à dialoguer pour s'affiner et à être rassemblés au sein d'une plate-forme de capitalisation.

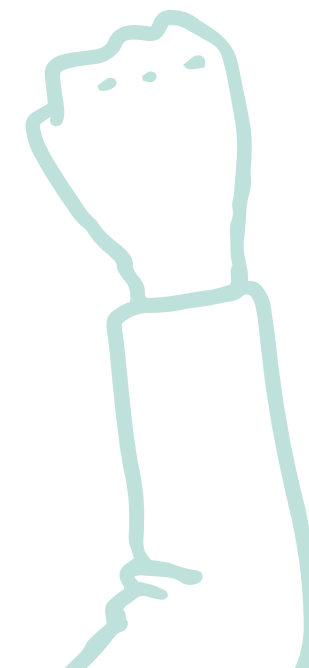
DÉVELOPPER DES RÉSEAUX ACTIFS DE MOBILISATION ET DE DÉBAT

Chaque situation analysée génère des capacités transformatrices internes, mais aussi des demandes de transformations externes. Aucune organisation, aucune structure, ne peut se transformer seule sans que ce qui l'entoure ne change aussi. Toute volonté transformatrice au regard des planchers et plafonds passe donc par une recherche d'alliances et de réseaux, de compétences multiples pour relever les défis de la régénérativité et de la distributivité. Cet aspect est apparu avec force lors des analyses Donut avec des organisations, mais il existe à tous les niveaux.

Il est parfois des réglementations qui bloquent ou freinent des possibilités de transition qui sont du ressort de la sphère politique. Nous pensons que les acteur-riche-s à tous les niveaux doivent aussi pouvoir se regrouper pour agir sur et avec le monde politique. Prenons par exemple le cas des 60 entreprises qui, à l'instar de ce qui s'est passé en France, ont remis au gouvernement fédéral belge une pétition sur le devoir de vigilance qui « vise à prévenir et réparer les violations des droits humains et les dommages environnementaux engendrés par leurs activités et par les activités de leurs filiales, de leurs sous-traitants ou fournisseurs ». Ce qui apparaît dans ce cas, c'est qu'une entreprise n'est pas seulement un acteur économique, mais elle est peut être aussi un acteur politique, au sens activiste du terme, en ouvrant un débat dans l'espace public.

Dans ce registre, pourquoi ne pas voir les entités politiques comme ayant à leur tour un rôle activiste ? Cela s'est vu par exemple avec le réseau de communes wallonnes et le CNCD-11.11.11 contre le TTIP ou la Wallonie contre le CETA. Face à certains enjeux politiques qui dépassent les prérogatives de notre Région, cette dernière peut fort bien manifester ses demandes en lien avec des organismes de tous types et des citoyen-ne-s.

Enfin, l'élaboration du portrait Donut de la Région de Bruxelles-Capitale montre qu'un portrait Donut peut être le fruit d'une dynamique complexe dans laquelle les indicateurs sont sélectionnés à partir de processus riches mêlant scientifiques, membres de la société civile et administrations. Mais ce qui est intéressant dans ce processus, c'est que ceux qui contribuent à la création du portrait peuvent tout autant être ceux qui analysent leurs activités à l'aune du Donut... Une organisation faisant l'analyse Donut de ses activités peut fort bien fournir des indicateurs liés à cette activité et participer à l'établissement du portrait qui sert de cadre à son analyse. Cette mise en abyme vertueuse serait selon nous un indicateur de créativité démocratique.



CONSTITUER UNE COALITION DONUT

Adopter le Donut, c'est se retrouver ensemble dans un espace commun de valeurs, entre le plancher social et le plafond environnemental. Et pour que l'aventure Brussels Donut sorte de sa phase de test et s'ancre dans les pratiques bruxelloises, nous appelons à créer une vaste coalition Donut. Pour rassembler les expérimentations, pour affiner les méthodologies, pour développer de nouvelles approches, pour produire des connaissances, organiser des rencontres, susciter des débats.

À notre sens, cette coalition devrait être conforme à la vision distributive et régénérative du Donut, autrement dit constituée d'une multitude d'acteurs et d'actrices où la richesse des connaissances produites relève du commun, tout comme les ressources nécessaires à son développement.



L'équipe Brussels Donut tient à remercier vivement :

- Virginie de la Renaudie, Antoine Paucar, Valentin Cazetien et l'équipe de Confluences pour leurs contributions et leur aide précieuses ;
- Le Doughnut Economics Action Lab (DEAL) et notamment Kate Raworth et Andrew Fanning pour leur participation à ce projet pionnier ;
- Les membres de notre comité de pilotage, représentants Bruxelles Économie et Emploi, Bruxelles Environnement, Innoviris, hub.brussels, et le Cabinet de la Secrétaire d'État Barbara Trachte, en particulier Stéphanie Lepczynski et Yannik Hallet ;
- Les équipes de l'IBSA et particulièrement Dries Cuyvers ;
- Nos partenaires de co-enquêtes : Zinneke (et particulièrement Myriam Stoffen), ROTOR, OUEST, le CLTB, Democo ;
- Nos partenaires dans l'organisation d'ateliers : le CRT (notamment Geert De Pauw et Piet Van Meerbeek), Oxfam Magasins du Monde Belgique (notamment Patrick Veillard et Roland D'Hoop) et perspective.brussels (notamment Frédéric Raynaud) ;
- L'ensemble des participant·e·s à nos différents ateliers ;
- L'équipe de Thriving Cities Initiative (TCI) et en particulier Julia Lipton ;
- Jen Drouin et l'ensemble du Global Doughnut Movement ;
- Roxane de Hoe, Coralie Muylaert et Coline Ruwet (ICHEC) pour leurs contributions à la réflexion en début de processus ;
- Tous ceux et toutes celles qui nous ont contacté·e·s, ont nourri nos réflexions et ont marqué leur intérêt pour le projet.



BRUSSELS DONUT

Le Donut est la représentation imagée des limites que nous devons aujourd'hui respecter : celles du plancher social et du plafond écologique, entre lesquelles se dessine l'espace de viabilité de nos sociétés, celui d'économies socialement justes et écologiquement sûres.

Durant 10 mois, avec une diversité d'acteurs et d'actrices, nous avons exploré différentes manières de mettre en action cette économie du Donut pour la Région Bruxelloise. Découvrez-en les résultats !

TÉLÉCHARGEZ LES AUTRES CAHIERS



CAHIER 1
LA SYNTHÈSE



CAHIER 2
LES LEÇONS



CAHIER 3
LES OUTILS

WWW.DONUT.BRUSSELS



BRUSSELDONUT